



HAL
open science

Bidonville, programme pour la ville de demain? De la théorie à l'expérience à travers les villas et asentamientos de Buenos Aires

Margot Lacombe

► **To cite this version:**

Margot Lacombe. Bidonville, programme pour la ville de demain? De la théorie à l'expérience à travers les villas et asentamientos de Buenos Aires. Architecture, aménagement de l'espace. 2018. dumas-02456647

HAL Id: dumas-02456647

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02456647>

Submitted on 27 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Bidonville : programme pour la ville de demain ?

De la théorie à l'expérience à travers
les villas et asentamientos de Buenos Aires

Margot Lacombe
Mémoire Master - ensa Nantes



Sous la direction de Laurent Devisme

Année 2017 - 2018

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Sommaire

Remerciements	5
Introduction	7
Le bidonville en représentation.	19
Entrée en matière, contexte général	21
Le bidonville, espace maudit du monde urbain	27
Le bidonville dans les années 1950 – 1970 : symbole de révolution contre l’aliénation de la culture et de l’architecture comme produits du monde moderne capitaliste	31
Le tournant des années 1980 : intégrer pour mieux régner ?	47
Learning from Buenos Aires	59
Histoire urbaine de Buenos Aires , naissance des premières inégalités	61
Villa 31 et 31bis, le bidonville le plus cher d’Argentine	69
D’informel à formel, ou de formel à informel ?	91
Asentamientos irregulares	105
Perspectives	121
Conclusion	128
Table des matières	132
Médiagraphie	135
Annexes	143

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Remerciements

Je tiens à remercier Laurent Devisme pour son suivi et ses corrections régulières.

Merci à tous les bénévoles de l'ONG Techo d'avoir pris le temps de partager leurs expériences et leur savoir sur place et à distance.

Je remercie également ma famille pour leurs relectures et leurs conseils.

Merci à mes amis argentins pour m'avoir guidée dans mon travail.

Introduction

« La ville est un lieu de sédimentation voire de fossilisation des inégalités, qui inscrit dans sa structure et ses paysages le produit des rapports sociaux auxquels elle sert de cadre et de miroir »

PINCON Michel et PINCON-CHARLOT Monique

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Préambule

Certains y voient le « pire des mondes possibles »¹, d'autres un « atelier de l'avenir »². Mais pour beaucoup, le bidonville représente la part maudite de l'urbain, tout ce qu'il y a de plus précaire, d'illégal et d'insalubre. Au-delà de cette première interprétation se dévoilent pourtant des logiques, des représentations qui en font une réelle forme urbaine. Quelles sont-elles ? En quoi ces « non-lieux » sont en fait de réelles sources de créativité et d'inventions ? Et si la peur qui règne autour de cette forme urbaine venait en fait de la représentation qu'on veut bien nous en donner ?

La remise en question de l'ordre dominant (celui d'un modèle architectural, politique, social et économique capitaliste) par de nouvelles formes urbaines trop méconnues nous effraie. Elles mettent à mal l'idée des conceptions traditionnelles et nous forcent à nous confronter au contexte qui est le notre : celui d'une paupérisation grandissante. Et, comme l'indique l'architecte militant Yona Friedman, refuser de voir ou d'accepter la possibilité d'une expansion encore plus étendue du bidonville pourrait relever sinon de l'irresponsabilité, du moins de l'insouciance.³

Et si, plutôt que de chercher à lutter à tout prix contre ces prétendus « échecs urbains », on les aidait à mieux se réaliser ?

1 : Mike DAVIS, - *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*- Paris, Editions La Découverte, 2006

2 : Yona FRIEDMAN - *L'Architecture de survie, une philosophie de la pauvreté* - Paris, Editions de l'Eclat, 1978

3 : Ibid

État des lieux

En 2006, le programme ONU-Habitat estime qu'un citadin sur trois vit déjà dans un bidonville. Pour la première fois dans l'histoire, en 2007, la population urbaine a dépassé la population rurale⁴. En 1950, le monde comptait quatre-vingt-six villes de plus d'un million d'habitants, aujourd'hui on en dénombre au moins six-cents. Loin de s'essouffler donc, cette tendance à l'urbanisation devrait se poursuivre. En effet, en 2030 les villes abriteront cinq milliards d'êtres humains sur un total de huit milliards, soit les deux tiers de la population mondiale et c'est en 2050 que notre planète devrait atteindre son maximum démographique de dix milliards d'habitants, dont trois quarts d'urbains⁵. Selon un rapport rendu par ONU-Habitat en 2006, 95% de cet ultime boom urbain aura lieu dans les zones urbaines des pays du tiers-monde. Effectivement, leur population devrait doubler au cours de la prochaine génération pour atteindre près de quatre milliards de personnes.

Si aujourd'hui c'est en Asie, et plus particulièrement en Chine, que l'on recense le plus grand nombre de citadins, l'Amérique latine n'est pas en reste. Celle-ci a entamé sa transition urbaine il y a déjà près de trois décennies, encouragée par les politiques de substitution aux importations et au boom démographique des années 1950-1980. Aujourd'hui, c'est un des territoires les plus urbanisés au monde. Elle compte un taux d'urbanisation de 75% et, selon les estimations des Nations Unies, d'ici à 2030, le taux d'urbanisation atteindra 84%.

4 : Rapport du Service des populations du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU en 2006, disponible sur : <https://www.un.org/development/desa/fit/> (consulté le 11.05.2017)

5 : Wolfgang LUTZ, Warren SANDERSON, and Sergei SCHERBOV - *Doubling of World Population Unlikely* - Article paru in *Nature* 387, 19 June 1997

Ce phénomène d'urbanisation se caractérise par une concentration maximum de population et d'activités dans la capitale, entraînant une centralisation très forte du territoire au dépens des villes provinciales. On parle alors de macrocéphalie urbaine.⁶ Cette tendance s'explique dans un premier temps par l'exode des populations rurales qui partent en ville dans l'espoir d'y trouver des conditions de vie (éducation, santé, logement) plus favorables. Mais, face à l'affluence non contrôlée, à la fois dans l'espace et dans le temps, de ces exodes, les villes se retrouvent confrontées à un phénomène de surpopulation, et dans l'incapacité de nourrir ou de loger les populations dans des conditions décentes.

Dans le cas particulier de la ville de Buenos Aires auquel nous nous intéresserons dans ce mémoire, le processus de mondialisation développé en corrélation avec la politique néo-libérale en Argentine dans les années 1990, a fortement accentué les fossés déjà existants entre les différents groupes sociaux urbains. Pour mieux comprendre, il faut remonter en 1880 lorsque Buenos Aires devient capitale de l'Argentine. La ville lance alors une politique d'encouragement de l'immigration dans l'espoir de devenir grande capitale multiculturelle, capable de rivaliser avec les plus grandes métropoles européennes.

Mais à cette politique d'accueil, d'abord fortement encouragée puis rapidement incontrôlée, vient s'ajouter une politique d'urbanisation frénétique qui mènera, en 1920, à l'apparition des premiers bidonvilles. Effectivement au début du XX^{ème} siècle, le pays doit faire face à deux nouvelles vagues d'immigration. La première, constituée de ruraux européens attirés par la richesse culturelle de la ville, et la seconde, vague d'immigration

6 : "situation caractérisée par le surdéveloppement d'une ville, d'un territoire voire d'un pays ou d'une région au détriment des pôles secondaires." définition disponible sur : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/macrocephalie>

interne qui voit arriver des populations entières de Bolivie et du Paraguay. Simultanément, on assiste à une raréfaction du foncier de plus en plus importante et à la mise en place des premières formes d'habitat illégales, résultantes directes des conditions économiques et politiques mises à mal par une explosion urbaine mal maîtrisée.

Nous nous intéresserons dans un premier temps au « phénomène bidonville » d'un point de vue général, au travers des pensées et travaux de sociologues, artistes, architectes et politiques qui se sont eux aussi emparés de la question. Nous tenterons de comprendre les enjeux que soulève l'apparition d'une telle forme urbaine et l'évolution de ses représentations tout au long du XX^{ème} siècle. Cherche-t-on à l'éradiquer ou au contraire à l'intégrer ? Quels sont les enjeux sociaux, politiques et économiques qui lui sont liés ? Finalement, que regarde-t-on quand on regarde un bidonville ?

Ensuite, par une approche plus subjective, nous partirons à la recherche d'autres réalités, celles présentes au cœur du bidonville. En s'appuyant sur deux exemples particuliers de la ville de Buenos Aires, nous nous intéresserons aux logiques inhérentes à ces quartiers d'habitat spontané.

Enfin, nous ouvrirons le propos sur les différentes initiatives qui existent aujourd'hui et les perspectives d'avenir pour cette forme urbaine.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Définitions : slums & bidonvilles

Charles BOOTH, chercheur et philanthrope, est l'un des premiers à définir le taudis, ancêtre du bidonville comme « un amalgame de conditions de logements sordides, de surpeuplement, de maladie, de pauvreté et de vice »⁷

The US Department of Labor dans *The slums of Baltimore, Chicago, New York, and Philadelphia*, 1894 : Les *slums* sont considérés comme des « zones de ruelles sales, notamment lorsqu'elles sont habitées par une population de misérables et de criminels. »⁸

L'**ONU** définit le bidonville comme tout espace réunissant « un groupe d'individus vivant sous le même toit manquant d'une ou plusieurs des conditions suivantes :

- Accès inapproprié à de l'eau salubre
- Accès inapproprié à l'assainissement et aux infrastructures
- Manque de qualité structurelle des logements
- Surpopulation
- Statut résidentiel non sûr »⁹

Encyclopédie Larousse : « Agglomération d'abris de fortune, de constructions sommaires et dont les habitants vivent dans des conditions difficiles, notamment à la périphérie des grandes villes. »

7 : Charles BOOTH - *Life and labour of the people in London* - London, Editions McMillan and Co. Limited, 1902 (published first in 1889)

8 : Cf Carroll D. Wright in - *The slums of Baltimore, Chicago, New York, and Philadelphia* - Washington, 1894

9 : Disponible sur : <https://fr.unhabitat.org/urban-themes/logement-et-amelioration-des-bidonvilles/>

Jean-Nicolas ORHON, dans *Slums: Cities of Tomorrow* :

« Conditions d'une communauté, la plus démunie, la plus négligée, la plus malheureuse et en manque de ressource que l'on puisse trouver »¹⁰

Noël CANNAT dans *Sous les bidons, la ville - De Manille à Mexico, à travers les bidonvilles de l'espoir* : « ce n'est pas tant la pauvreté et le recours obligé aux matériaux de récupération qui font le bidonville, que l'occupation illégale du sol sanctionnée par la menace permanente de l'éviction. »¹¹

Yona FRIEDMAN dans *L'Architecture de survie, une philosophie de la pauvreté*¹² : le bidonville comme « atelier de l'avenir » et « société anarchiste des pauvres », quartier autogéré et autosuffisant où la vie ne serait plus soumise au diktat de l'économie.

Abdelmalek SAYAD dans *Un Nanterre algérien, terre de bidonville* : « Le bidonville c'est aussi l'histoire de la "ville qui n'existait pas" »¹³

10 : Jean-Nicolas ORHON - *Slums : Cities of tomorrow* - [film documentaire], distribué par les films Camera Oscura et les films de 3 Mars, 2015

11 : Noël CANNAT - *Sous les bidons, la ville - De Manille à Mexico, à travers les bidonvilles de l'espoir* - Paris, Editions l'Harmattan, 1988

12 : 10 : Yona FRIEDMAN – *L'Architecture de survie, une philosophie de la pauvreté* – Paris, Editions de l'Éclat, 1978

13 : Abdelmalek SAYAD, avec la collaboration de Eliane DUPUY - *Un Nanterre algérien, terre de bidonville* - Paris, Editions Autrement, 1995

Éthymologie

À l'origine, le terme « bidonville » est pour la première fois apparu en 1930 dans la région de Casablanca. Il s'agit du terme français, traduction de l'anglais « slum » apparu au milieu du XIX^{ème} siècle pour désigner les ruelles nauséabondes d'une ville où habitaient les populations les plus pauvres. Le terme « bidonville » lui, était à l'origine utilisé pour désigner les quartiers de baraques construites par les ruraux à leur arrivée en périphérie de la ville et caractérisées par l'utilisation de matériaux de récupération, notamment de bidons découpés. Peu à peu, ce terme va se généraliser pour désigner tous les quartiers d'habitats précaires et spontanés qui s'établissent de manière illégale aux quatre coins du monde.

Mais, bien qu'il existe une liste exhaustive de définitions possibles de ce terme, il faut être prudent quant à son utilisation et ne pas faire de raccourcis puisqu'il existe en réalité des spécificités selon les pays ou même les villes, spécificités qui rendent difficile l'élaboration d'une définition définitive. En effet, la variété des termes employés étant très large, il serait donc incorrect de n'utiliser que le terme générique « bidonville », chacun ayant une organisation spatiale et sociale particulière, et des habitants qui lui sont propres.

On peut cependant mettre en évidence trois grandes familles de terminologies qui permettent d'illustrer les caractéristiques de ces quartiers d'habitat informel : la matérialité, l'organisation spatiale et les conditions de vie au sein du bidonville.

Note au lecteur : dans un souci de clarté et de compréhension, dans ce mémoire nous utiliserons le terme « bidonville » lorsque nous évoquerons ces lieux d'habitat informel au sens large du terme, pour parler de concepts communs. Dans un second temps, pour nous concentrer plus particulièrement sur l'exemple de Buenos Aires, nous utiliserons les termes « villa » et « asentamiento » que nous expliciterons par la suite.

LA MATÉRIALITÉ

Kartonsko Naseljek : “ville en carton” SERBIE

Bairro de lata : “ville de boîtes” PORTUGAL

Tanake : “tôle ondulée” LIBAN

Musseques : “terre rouge” ANGOLA

Katchi Abadi : “ maison de terre” PAKISTAN

L'ORGANISATION SPATIALE

Poblacion callampa : “population champignon” CHILI

Invasiones : “invasions” COLOMBIE

Gecekondü : “il s'est posé cette nuit” TURQUIE

Pueblos jóvenes : “jeunes quartiers” PEROU

Favelas : “plante envahissante” BRESIL

LES CONDITIONS DE VIE

Villa miseria : “ville misère” ARGENTINE

Elendsviertel : “quartier misérable” ALLEMAGNE

Bario feo : “quartier moche” REPUBLIQUE DOMINICAINE

Ciudad perdida : “ville égarée” MEXIQUE

Precario : “précaire” COSTA RICA

Asentamientos “campement provisoire” GUATEMALA

Le bidonville en représentation

“Le Corbusier, par exemple, peut réaliser les meilleurs logements qui soient, pratiques à l’usage et d’aspect séduisant, mais il n’est pas plus architecte qu’un concepteur d’installations ultramodernes, et tout aussi séduisantes, destinées à l’élevage de poulets.”¹

Robert BYRON

1 : Robert BYRON in - Franco La Cecla - *Contre l'Architecture* - Paris, Editions Arléa, 2010. p.11

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

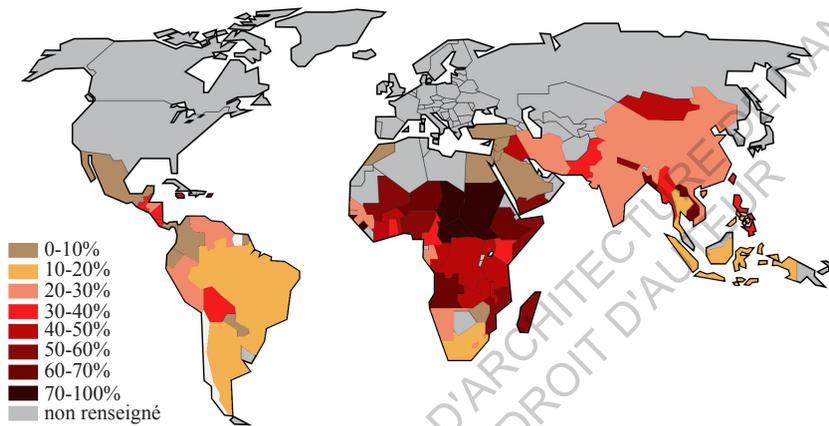
Entrée en matière, contexte général

En moins d'un siècle, nous sommes passés d'une population majoritairement rurale à une population majoritairement urbaine à plus de 70% et dont un quart vivrait aujourd'hui dans un bidonville ou toute autre forme d'habitat précaire (chiffres sans doute sous-évalués tant il est difficile de recenser cette population).

Comme nous l'avons évoqué en introduction, ce phénomène s'explique en partie par l'exode massif des ruraux qui partent à la recherche de conditions de vie plus favorables en terme d'hygiène, de sécurité, de travail et de logement. Mais en réalité, les villes sont loin de pouvoir offrir des opportunités équivalentes à tous, et la majorité des populations urbaines se retrouve soumise à des contraintes économiques, culturelles et sociales désastreuses.

Dans de nombreuses villes, les fractures sociale et spatiale entre riches et pauvres constituent un des facteurs principaux d'instabilité économique, non seulement pour les populations déshéritées mais aussi pour le reste de la société. Ainsi, dans les pays en développement, la croissance urbaine a longtemps été caractérisée par le caractère informel et illégal des

établissements humains, par une croissance de la pauvreté, menant alors à l'expansion des bidonvilles. (cf figure ci-dessous)



(a) Proportion de la population urbaine de chaque pays vivant dans des bidonvilles
D'après les définitions et les recherches de l'UN-Habitat, 2005
Graphisme de l'auteur

Effectivement, les inégalités sont une caractéristique inhérente à la ville depuis la création des premiers États. L'objectif ici n'est pas de retracer l'histoire des villes depuis leur première apparition mais simplement de comprendre d'où sont nées ces premières inégalités qu'il semble aujourd'hui impossible d'enrayer. On peut prendre comme point de départ la sédentarisation des premières sociétés agricoles en Mésopotamie et avec elles, les premières formes d'urbanisation¹. Cette sédentarisation, si elle marque d'abord le signe d'un progrès technique et matériel, marque également la domination de certains individus sur d'autres et le contrôle

1 : Cf propos de Lewis MUMFORD, (trad. Guy et Gérard Durand) - *La cité à travers l'histoire* - Paris, Editions Le Seuil, 1961 et Phoebe HADJIMARKOS-CLARKE - *Une esthétique des bidonvilles : dévoilement et dissimulation artistique*. - Art et histoire de l'art. 2014

de ces nouvelles techniques, mais aussi du territoire et d'une idéologie, par une classe sociale dominante. Et, puisque dès sa création la cité devient le lieu de la concentration des richesses, il paraît naturel que le pouvoir se consolide lui aussi en ville. C'est ainsi qu'on voit petit à petit se fonder les premiers rapports d'inégalités nés de l'aliénation et de l'affaiblissement d'une certaine classe sociale par un pouvoir supérieur. La ville concentre alors les deux extrêmes de l'échelle des richesses et donne à voir les écarts qui existent entre ceux-ci ainsi que la tendance du système dominant. Néanmoins, c'est également ainsi que la ville est devenue le lieu de la révolte sociale, rendue possible par la concentration de personnes, pauvres ou non, et d'idées. Berceau de l'inégalité, elle permet également son renversement.

Cependant, au le XVII^{ème} siècle, l'avènement progressif du capitalisme marque un tournant dans l'évolution du rapport des inégalités à la ville. C'est la naissance des villes modernes planifiées (en opposition à la ville médiévale d'organisation plus spontanée) et de plans de plus en plus quadrillés, rationnels. Effectivement, cette planification en grille permet de faciliter les échanges commerçants ainsi que la conception et la construction de la ville. Pour Walter Benjamin², cette victoire de la ligne droite marque avant tout le triomphe de l'idéologie bourgeoise qui construit une ville à son image, à sa gloire et qui enterre définitivement une ville qui avait été constituée sans plan global par ses habitants. La ville devient un terrain de prédilection pour la spéculation foncière qui renforce et justifie l'accroissement des inégalités.

2 : Walter BENJAMIN, Paris, capitale du XIX^e siècle Œuvres III, (trad. Maurice de Gandillac, Rainer Rochlitz et Pierre Rusch), Paris, Gallimard, 2000

Comme le rappelle Lewis Mumford³, les inégalités naissantes sont en vérité des conséquences avantageuses pour les plus favorisés du capitalisme qui chercheront ensuite à les exploiter pour maximiser les profits.

C'est aussi à ce moment là qu'apparaissent les premiers taudis (ancêtres des bidonvilles), conséquences logiques des arrivées de populations en masse et exploitables par les plus riches propriétaires et patrons. Puis, c'est avec l'accélération de la révolution industrielle aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle qui provoque l'exode des populations rurales vers les villes que l'on voit naître les premières formes de prolétariat urbain, monde dans lequel les logements ouvriers deviennent de plus en plus exigus, où le manque d'air et de lumière oblige ses habitants à vivre dans des conditions insalubres.

C'est dans ce contexte d'extrême paupérisation du monde contemporain qu'apparaissent, au début du XX^{ème} siècle, les premiers bidonvilles. La prolifération de cette forme urbaine que l'on a cru pendant un temps pouvoir éradiquer s'est encore accélérée avec l'avènement du système néolibéral dans les années 1970-1980 et atteint aujourd'hui des chiffres records.

3: Lewis MUMFORD, op. cit.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Le bidonville : espace maudit du monde urbain

Si les bidonvilles existent, c'est avant tout parce qu'ils fournissent des logements bon marché et demandent peu d'investissements publics. Effectivement, puisqu'ils reposent en grande majorité sur une occupation des sols illégale, les municipalités ne sont pas dans l'obligation directe de mettre à la disposition de ces quartiers informels les infrastructures et services publics dont peut profiter le reste de la ville.

D'ailleurs, très souvent, ces lieux n'apparaissent pas sur les cartes des métropoles. Pour le sociologue Abdelmalek Sayad¹, le bidonville est « *une ville qui n'existe pas* ». Volontairement ou par omission, les gouvernements cherchent bien souvent à dissimuler ces populations aux statuts incertains et aux conditions de vie inacceptables, reflet d'un dysfonctionnement d'un système économique et social obsolète.

Dès son origine, le bidonville est donc inéluctablement placé en marge de la ville au sens légal du terme. En effet l'installation sur les terrains, qu'elle s'opère progressivement ou subitement, par affinité, de jour ou de nuit, est illégale.

1 : Abdelmalek Sayad, op. cit.

Cette clandestinité naît tout d'abord de la nature même de ces territoires que les bidonvillois s'approprient. En effet, il s'agit en grande majorité de terrains classés « inconstructibles » ou « inutilisables » de part leur caractère dangereux. Soumis à des risques d'inondation élevés, à des glissements de terrains ou encore hautement pollués, ce sont des bouts de territoire qui n'intéressent ni l'Etat ni les investisseurs privés et qui sont donc laissés à l'abandon. Cependant, officiellement, ces sols appartiennent bien à quelqu'un : à l'Etat ou au secteur privé, l'installation des bidonvilles en ces lieux constitue donc une atteinte au droit de propriété de ses propriétaires puisqu'ils restent malgré tout possiblement sujet à la spéculation immobilière.

Habiter un bidonville revient donc à habiter dans un entre-deux, à s'approprier un résidu de territoire en étant sous la menace permanente de l'expulsion. Ces habitants ne possèdent pas officiellement d'adresse et ne sont donc pas publiquement reconnus aux yeux de tous. Illégaux, ils ne peuvent pas exister au regard de la loi au même titre que les autres citoyens. D'ailleurs, le vocabulaire employé par les autorités pour qualifier ces zones d'habitat informel reflète parfaitement le caractère temporaire et indésirable qui est imposé à leur existence. On entend alors parler de « camps » ou de « campements illicites », termes qui mettent en exergue la dimension non pérenne qu'on leur assigne d'office.

Dans son ouvrage « *Roms et riverains, une politique municipale de la race* », Eric Fassin parle de technique d' « auto-expulsion² ». Celle-ci consiste à rendre la vie d'une population migrante la plus difficile possible afin qu'elle parte d'elle-même.

2 : Éric FASSIN - *Roms et riverains. Une politique municipale de la race* - Paris, La Fabrique, 2014

Mise en place en 1994 par les conservateurs américains pour combattre l'installation de migrants latino-américains sur le territoire, cette mesure proposait de fermer l'accès aux hôpitaux et aux écoles publiques aux immigrés en situation irrégulière. Il s'agit bien ici d'une attitude répressive déployée face à la pauvreté, d'un refus inconditionnel de voir s'installer des quartiers d'habitat informel dans une urbanité existante réglée sur un modèle unique.

Les bidonvilles sont donc l'expression urbanistique visible de la pauvreté et de l'inégalité sociale. Cette forme d'urbanité constitue une faille dans la représentation dominante du monde, elle représente la part maudite de l'urbain, celle de l'échec de la ville capitaliste néolibérale à accueillir, à subvenir aux besoins et à respecter un des droits fondamentaux de tous, le droit au respect de la dignité humaine. Ainsi, on choisit ou non de le montrer, d'en parler, de le faire entrer dans le règne du visible : il n'a pas de nature propre, autonome, car ses habitants n'ont toujours pas la possibilité de faire entendre leur voix.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Le bidonville dans les années 1950 – 1970 : symbole de révolution contre l'aliénation de la culture et de l'architecture comme produits du monde moderne capitaliste

La naissance des premières pratiques anti-autoritaires

Comme nous avons pu le constater, il existe donc une relation profonde entre la ville et les inégalités sociales. Pour les fustigateurs de l'architecture moderne, la ville produite par le système capitaliste est une ville pensée sur le mode du réseau, des flux et de la dématérialisation qui déshumanise ses habitants.

C'est dans ce contexte que, dès le début du XX^{ème} siècle, le bidonville apparaît comme l'expression urbaine de la paupérisation d'une société soumise à des contraintes techniques, industrielles et économiques de plus en plus fortes.

Quelle place est laissée à l'humain ? Aux libertés individuelles et à la spontanéité ? Comment se défaire d'un système destructeur pour ces individus ?

C'est de ces questionnements et de la remise en cause de l'ordre établi que naissent, au milieu du XX^{ème} siècle, les premières pensées et pratiques anti-autoritaires qui voient

dans le bidonville une alternative à la ville capitaliste aliénante. Et si cet habitat informel n’était plus seulement la conséquence désastreuse des inégalités sociales de la ville mais au contraire, l’embryon d’une ville nouvelle ?

Les architectes et sociologues de cette nouvelle pensée critique veulent imaginer la ville du futur, plus juste et plus libre. Ils se placent en opposition à l’architecture moderne comme modèle universel et écho d’une organisation capitaliste dominante. Ils refusent la ville produite en série par un urbanisme autoritaire et pensée pour des populations modestes au quotidien dicté par le système. Ils se révoltent contre ces métropoles qui amenuisent et qui contrôlent l’expérience personnelle et la liberté de chacun. Ces villes qu’ils réprouvent, ce sont celles pensées sur des logiques de standardisation, de simplification et de planification rationalistes.

Nous tenterons ici de montrer en quoi les pratiques de l’architecture critique du XX^{ème} siècle constituent une réponse originale, notamment par la mise en place d’un processus qui, contrairement à la majorité des courants critiques observés jusqu’alors, prend comme point de départ la pratique, individuelle ou collective, et non plus la théorie de celle-ci. C’est d’ailleurs cette nouvelle méthode qui justifie que les premières théorisations sur l’urbanisme critique où les principes de réappropriation¹ n’apparaissent que plus tardivement à la fin des années 1960.

Ce mouvement, qui rejette d’un même geste la spécialisation et la théorisation au profit de la réappropriation des savoirs par

1: Cf: Michel DE CERTEAU - *L’invention du quotidien, t. 1. arts de faire* - Paris, Gallimard, 1990.
Henri LEFEBVRE - *Le droit à la ville* - Paris, Economica, 2009

tous à travers l'action, confirme bien qu'il s'agit d'un mode de penser et de produire particulier, qui refuse de s'ancrer dans un courant purement théorique et donc fortement spécialisé au détriment de pratiques individuelles plus spontanées.

Se réapproprier l'habitat

C'est dans la période d'après-guerre avec l'apparition des premiers « grands ensembles » que vont se dessiner les prémisses de cette vague d'insatisfaction vis-à-vis d'un mode d'habiter unique pour la majorité de la population modeste. En effet, la production de ces « *machines à habiter* » constitue, pour la majorité d'entre elles, une application peu inspirée des principes énoncés par Le Corbusier dans la Charte d'Athènes de 1941². Renforcement du zonage urbain (séparation des espaces d'habitation et de travail, des voies de circulation entre elles), définition des besoins en espace, lumière et air, recours aux matériaux et aux modes de constructions industriels. Tous ces paramètres, calculés et optimisés pour être ensuite appliqués à un modèle unique et invariable, amènent à considérer l'être humain comme une machine, un automate et donc à renier le caractère unique des modes d'habiter de chacun. Effectivement, si au départ on retrouve dans la Charte d'Athènes une certaine dimension utopiste, ou du moins sociale, les grands ensembles eux l'évincent complètement au profit d'une architecture ayant pour objectif principal le rendement.

2 : Le CORBUSIER - *Charte d'Athènes* - Paris, Editions de Minuit, 1941

Cependant, si les premières insatisfactions se font ressentir dès le début du siècle, on peine à proposer de réelles solutions aux problèmes posés par ces architectures dysfonctionnelles. La Team X, chargée dès 1953 de préparer le prochain CIAM de 1956, est composée de jeunes architectes déjà sceptiques quant à l'attitude à adopter en cette période d'après-guerre. Ils effectuent alors des recherches dans des lieux d'habitat collectif (cité-jardin et bidonvilles) dans l'espoir de trouver des solutions capables d'encourager les résidents à créer des relations humaines au sein des grands ensembles, conscients que les habitants ont également des besoins sociaux et culturels spécifiques. Au fil de ces réunions se dessine alors la volonté d'une architecture plus humaine mais qui finalement restera au stade de l'étude et ne constituera pas une prise de position ensuite affirmée sur le terrain.

Il faut attendre la fin des années 1950 pour voir émerger les premières approches vraiment révolutionnaires. En 1958, Friedensreich Hundertwasser rédige le « *Manifeste de la moisissure contre le rationalisme en architecture* »³ dans lequel il dit :

*« Il faut préférer les logements matériellement inhabitables des quartiers miséreux, les taudis, aux logements moralement inhabitables de l'architecture fonctionnelle et utile. Dans les quartiers miséreux seul le corps des hommes peut périr, mais dans l'architecture prétendument conçue pour l'homme, c'est son âme qui périr. C'est pourquoi il faut améliorer le principe qui régit les taudis, c'est-à-dire l'architecture à développement sauvage et incontrôlé, et la prendre pour base à la place de l'architecture fonctionnelle »*⁴

3: Friedensreich HUNDERTWASSER - *Manifeste de la moisissure contre le rationalisme en architecture* - discours tenu en 1958 par Hundertwasser dans l'abbaye de Seckau. Texte en annexe.

4 : Ibid (paragraphe inclus dans le manifeste seulement après la lecture à Seckau.)

et plus loin :

« Il est temps que les gens se révoltent eux-mêmes contre leur installation dans des constructions semblables aux cages à poules et à lapins qui ne correspondent en rien à leur nature. »⁵

Dès 1958 donc, est amorcée cette idée que l'avenir de la ville doit passer par un renouveau des méthodes à la fois de construire mais aussi de penser.

Pour Hundertwasser, cette révolution passe par le principe d'autoconstruction, par l'adaptation et l'amélioration d'un modèle qui existe déjà dans les quartiers d'habitat informel. Modèle qui, contrairement à celui de l'architecture moderne, permet à l'homme de s'épanouir moralement. Cette liberté d'expression individuelle, dont les êtres humains sont privés une fois enfermés dans l'architecture des grands ensembles, permet à l'homme de développer sa vraie nature, celle de l'être humain bâtisseur capable de construire sa maison grâce à sa créativité et à des choix qui lui sont propres.

Il oppose alors, au-delà de l'architecture, deux conditions humaines bien distinctes. La première, celle de l'homme aliéné produit de l'architecture moderne et la seconde, celle de l'homme du bidonville, pleinement maître de son existence capable de construire un monde unique, en constante évolution. Pour Hundertwasser, l'architecture des grands ensembles constitue un « acte criminel » qui prive l'être humain de son autonomie tandis qu'il pose l'architecture spontanée des quartiers d'habitat informel comme une condition indispensable de l'existence qui nous permettrait de nous rapprocher de la « vraie vie ».

5 : Ibid

Bien que ce manifeste, par son ton radical, visait très certainement plus à faire réagir qu'à vraiment initier un mouvement urbain et architectural, il marque le point de départ de cette nouvelle pensée anti-autoritaire qui sera ensuite revendiquée et développée dans la décennie qui suit par de nombreux architectes, sociologues et autres théoriciens. D'ailleurs, dans les années qui suivront, on assistera au-delà de la simple remise en question de l'architecture moderne, à la remise en cause de la fonction architecturale toute entière.

C'est dans la continuité de cette critique que sera présentée, en 1964 au MoMA, l'exposition *Architecture Without Architects* de Bernard Rudosky ⁶.



(b) Structure urbaine de la ville de Marrakech (Maroc)



(c) Structure urbaine de la ville de Zanzibar (Tanzanie)

6 : Bernard RUDOSKY, - *Architecture Without Architects - A Short Introduction to Non-Pedigreed Architecture* - Published by the Museum of Modern Art, New-York, 1964



(d) Houseboat - Shanghai Soochow Creek



(e) Tente en peau de chèvres - Ajdir plateau in the middle atlas

Il y présente des exemples d'architectures vernaculaires issues du monde entier censées représenter le génie commun, l'inventivité d'autodidactes et de bâtisseurs non-architectes capables de trouver des solutions là où l'architecture moderne a échoué. (cf figures ci-dessus et ci-contre)

Il oppose les manières de faire des intellectuels et spécialistes qu’il place en-dehors du processus de construction et donc incapables de comprendre et de répondre complètement aux attentes de ceux qui l’habitent, à celles intrinsèques, plus spontanées, nées de savoir-faire communs et prenant en compte les expériences de toute une communauté ⁷. Il met en exergue la beauté des créations qui ne sont pas le fruit d’architectes savants, l’ingéniosité des constructions faites de matériaux de récupération et nous invite à nous réapproprier notre espace habité.

Nous pouvons donc avancer qu’il existe, dans ces manières de faire et de penser la ville, des principes et potentialités dignes d’être reconnus. En effet, ces créations spontanées, représentations urbaines d’une liberté individuelle reconquise, nous permettent de nous questionner sur les modes de fabrication de la ville contemporaine.

Il faut cependant prendre conscience du paradoxe qui domine cette relation conflictuelle entre la ville et le bidonville. Effectivement, à la fois hors du capitalisme, de ses modes de construction et de sociabilité, de ses matériaux et de sa ville, il ne peut se concevoir qu’en son sein. Ses habitants, déplacés, exploités, aliénés, sont eux-mêmes des produits de la modernité industrielle. Les baraques construites avec des matériaux de récupération (morceaux de bois, de tôles, plastiques et tissus) ne sont imaginables que dans une société qui produit ces matières premières en masse.

⁷ : Cf propos de Pietro BELLUSCHI, définition de « l’architecture commune » dans le sens d’une “architecture produite par la réunion, la concertation et les savoirs faire de plusieurs personnes” dans - *Architecture Without Architects - A Short Introduction to Non-Pedigreed Architecture* - 1964

« Bricolage »⁸ et « Braconnage culturel »⁹,
subversion et/ou réappropriation d'une culture dominante

Souvent dissimulé et réprimé, le bidonville est pourtant intimement lié à cette ville qui le rejette. La question qui se pose alors, en ayant conscience de ce paradoxe, serait de savoir comment le bidonville parvient à se réapproprier cette culture dominante. Quelles manières de faire ses habitants inventent-ils pour mettre à profit les produits de celle-ci ?

Le « bricolage », terme introduit en 1962 par Claude Lévi-Strauss dans son œuvre intitulée *La pensée sauvage*¹⁰, est un art de faire, d'inventer, de créer.

Pour l'auteur, le bricolage caractérise une manière de faire qui associe des éléments hétéroclites collectés afin de créer un ensemble nouveau, souvent par des moyens détournés. On comprend alors clairement le lien avec les baraques des bidonvilles, construites à partir de matériaux récoltés à travers la ville ensuite réassemblés par des habitants qui ne sont ni spécialistes de la construction ni architectes.

En détournant ainsi les conditions défavorables qui leur sont imposées, les bidonvillois parviennent à donner un usage, un sens à tout ce que la ville pensait perdu et à affirmer leur légitimité non seulement à bâtir mais aussi à exister aux yeux du reste de la société.

Mais, bien que le bidonville soit, dans une certaine mesure, inclus dans cette démarche urbaine globale, il existe entre lui et le reste du monde une différence fondamentale de

8 : Terme introduit par Claude LÉVI-STRAUSS in - *La pensée sauvage* - Paris, Editions Plon, 1962

9 : Michel DE CERTEAU et la notion de " braconnage culturel " in - *L'invention du quotidien, t. 1. arts de faire* - Paris, Gallimard, 1990

10 : Claude LÉVI-STRAUSS, op. cit.

démarche de production et de manière de construire. En effet, le système de production capitaliste repose sur une compartimentation des savoirs et des tâches très spécifique où chacun répond à un domaine de connaissance précis. Au contraire, au sein du bidonville, tous les savoirs sont mis en commun, la pensée est collective et il n'existe pas de division des tâches aussi nette. Les savoir-faire sont donc diversifiés, les connaissances circulent et c'est une ville pensée par ses habitants qui prend forme.

Donc, et pour reprendre les mots de Claude Lévi-Strauss, si le système capitaliste repose sur une démarche constructive rationnelle, le bidonville lui, met en exergue des modes de fabriquer « accidentels »¹¹, spontanés.

Et c'est en ce sens qu'une fois dépassé le premier niveau de lecture, on comprend que le bricolage, au sens où l'entend Claude Lévi-Strauss, caractérise également une certaine façon de penser, de voir le monde et de l'organiser selon les mêmes caractéristiques. Il va notamment souligner la puissance *mythopoiétique*¹² (c'est à dire la capacité à créer du mythe) de ce nouveau mode de penser. Il la définit comme suit :

*« le propre de la pensée mythique, comme du bricolage sur le plan pratique, est d'élaborer des ensembles structurés, non pas directement avec d'autres ensembles structurés, mais en utilisant des résidus et des débris d'évènements »*¹³

Claude LÉVI-STRAUSS

11: Ibid

12: Ibid

13 : Ibid - p.40

Ce qui nous intéresse ici, c'est cette notion de renouvellement perpétuel qui caractérise une manière de faire et de penser le monde différemment, conséquence directe de la précarité des espaces dans lesquels elle prend forme.

Effectivement, on peut dire du bidonville qu'il se caractérise entre autre par l'inachèvement éternel de ses installations. Toujours soumis aux nouvelles conditions de rentrées d'argent ou de trouvailles de nouveaux matériaux de construction, les maisons ne cessent jamais d'évoluer. Le bidonville est donc un espace en mouvement, toujours en éveil par rapport à son environnement. L'habitant du bidonville, le « bricoleur » donc, porte en lui cette dimension sensible, *mythopoïétique*, puisqu'il fait lui-même partie de l'environnement qu'il crée. Il propose un monde dans lequel les formes et les espaces sont produits par des éléments sensibles déjà donnés qu'il va ensuite réassembler pour leur donner un sens nouveau.

On rejoindra ici la théorie de Michel de Certeau qui parle de *braconnage culturel*¹⁴ qu'il définit comme la « *métaphorisation de l'ordre dominant* ». Résignation passive ou résistance par la subversion des outils idéologiques et matériels que produit la culture dominante, cette réappropriation donne naissance à un nouveau langage, ou du moins à la réinvention de nouvelles pratiques sociales et urbaines.

Les habitations des bidonvilles ont donc un double statut : de produit du système capitaliste dans lequel nous vivons aujourd'hui, mais aussi de résistance à celui-ci, par la réappropriation des produits que cette même société rejette. Si le capitalisme produit, détruit, fragmente, dans une optique

14: Michel de Certeau, op. cit.

de profit et de bénéfice maximal, les habitants des bidonvilles font de même, à leur échelle, dans des perspectives plus primaires de survie et d'émancipation, dans une certaine mesure bien sûr, car la pauvreté limite cette liberté.

*De l'utopie à l'élaboration d'une ville nouvelle,
« L'architecture de survie »¹⁵ de Yona Friedman*

Ancien membre de la Team X, l'architecte Yona Friedman présente en 1978 son ouvrage « *L'Architecture de survie, philosophie de la pauvreté* ». Il imagine un monde, dans un futur proche, où l'humanité est menacée par une pénurie et une misère imminente. Il propose alors la réorganisation du monde et des villes. Les communautés urbaines doivent se concentrer autour de principes d'autosuffisance, pratiquer l'autogestion politique et économique et s'organiser en bidonville. C'est pour lui la seule solution envisageable pour redonner à chacun le pouvoir de construire sa propre maison, d'envisager des formes viables d'urbanité et d'habitat, mais aussi de proposer un nouveau monde organisé selon des forces de décisions aussi bien individuelles que collectives. Il renie la domination d'un pouvoir vertical sur une société toute entière qui engendre des formes urbaines et sociales dématérialisées, vides de sens et d'humanité.

15 : Yona FRIEDMAN – *L'Architecture de survie, une philosophie de la pauvreté* – Editions de l'Eclat, 2003 . Disponible en partie sur : <https://books.google.fr>
Première parution aux Editions Casterman en 1978 dans la collection “synthèses contemporaines”, accompagnée d'une préface de Michel Ragon. Le sous-titre en était : “Où s'invente aujourd'hui le monde de demain”

La conception de l'habiter ne doit plus être la seule affaire de spécialistes œuvrant pour le seul profit, mais bien celle de ceux qui l'habitent et y vivent.

Face à la pénurie imminente de ressources naturelles directement liée à l'accroissement perpétuel des inégalités, Yona Friedman suggère que nous nous dirigeons inévitablement vers un « *monde pauvre* »¹⁶.

Mais pour lui, il ne s'agit pas là d'une fatalité. Non, « *la pénurie est la mère de l'innovation sociale et technique* »¹⁷ et la nouvelle ère dans laquelle nous nous préparons à entrer sera donc l'occasion d'adapter nos modes de vie aux conditions qui nous entourent, et non pas d'adapter notre environnement à nos modes de production et de consommation nocifs pour ce monde. Ainsi, il pose le processus d'autoconstruction présent dans les bidonvilles comme un critère essentiel à l'autogestion des populations organisées dans un objectif de justice sociale. Les bidonvilles sont les « *ateliers de l'avenir* »¹⁸ dont nous devons nous inspirer, nous habitants, pour reprendre le contrôle de notre existence.

*« J'utilise le terme « bidonville » sans lui donner le sens péjoratif qui lui est souvent attaché (en français). Pour moi, le bidonville est une agglomération nouvelle, édifiée au fur et à mesure des nouveaux arrivages, par ceux qui viennent en ville dans l'espoir d'y trouver leurs moyens de survie ; ils construisent eux-mêmes leurs habitations, sans moyens, suivant leurs capacités, leur savoir-faire, leur ingéniosité, et aussi leurs goûts personnels. »*¹⁹

Yona FRIEDMAN

16 : Ibid - p.15

17 : Ibid

18 : Ibid - p.133

19 : Ibid - p.15

Ces réflexions et propositions émanent évidemment du domaine de l'utopie, puisque bien qu'on puisse reconnaître aux bidonvilles leur qualité à s'autogérer et certaines logiques de solidarité, ces organisations urbaines s'accompagnent également d'aspects beaucoup moins attrayants à l'instar du manque considérable d'hygiène et de l'insécurité qui y règne. Cependant, ces propositions amorcent des réflexions et inquiétudes tout à fait contemporaines. Ainsi, il s'agit plutôt d'une remise en cause de l'architecture et de la pensée occidentale, qu'il oppose directement à l'architecture de survie qu'il propose et qui, elle, recherche l'épanouissement de ceux qui y habitent et non pas seulement de l'élite qui la produit.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Le tournant des années 1980 : intégrer pour mieux régner ?

Exacerbation des logiques excluantes de la ville

Les années 80 marquent un tournant essentiel dans l'histoire de l'évolution des bidonvilles. Pour Mike Davis, c'est au cours de cette décennie qu'ils sont devenus « *l'avenir inéluctable non seulement des migrants ruraux pauvres, mais aussi de millions d'urbains traditionnels déplacés ou plongés dans la misère par la violence des ajustements.* » ¹

Effectivement, on distingue deux grandes périodes du « phénomène bidonville ». La première, celle des quartiers de populations aux revenus très bas, issue des différentes vagues de migrations de ruraux arrivés en ville dans l'espoir d'y trouver des conditions de vie meilleures. Cette « ancienne » exclusion, fondée en grande partie sur l'illettrisme des populations, s'établit selon des processus d'invasion des sols qui, dans de nombreux cas, servira à justifier les violentes politiques d'éradication mises en place pendant cette première période.

1 : Mike DAVIS, op. cit.

Au début des années 1980, on note l'apparition de nouvelles formes d'exclusion qui concernent cette fois-ci non seulement les strates les plus pauvres de la société, mais aussi des populations issues de classes plus « éduquées », aux revenus plus élevés mais qui connaissent une insertion problématique sur le marché du travail.

La fin des années 1970 et le début des années 80 marquent notamment le passage à une économie néolibérale. On démantèle peu à peu les acquis sociaux, la sécurité de l'emploi et on limite au maximum le rôle de l'Etat-providence au profit du secteur privé, désormais garant de l'économie mondiale et de la vie sociale.²

Le phénomène grandissant de la mondialisation ainsi que la promotion de l'économie néolibérale exacerbent les inégalités déjà existantes entre très riches et très pauvres à tel point qu'une grande partie de la classe moyenne se retrouve elle aussi, à la fin des années 80, à vivre sous le seuil de pauvreté. Contraintes de quitter leurs appartements de ville pour aller s'installer en périphérie, les populations victimes de la mondialisation partent à la recherche de solutions de logement bon marché, aggravant le phénomène d'exclusion socio-spatiale déjà problématique dans les métropoles des années 80.

Anciennement occupés sous l'impulsion de phénomènes d'invasion spontanée, les territoires où s'ancrent les bidonvilles font désormais eux aussi partie du marché immobilier, soumis à la spéculation foncière. Les terrains sont appropriés plus ou moins légalement par des investisseurs qui les soumettent ensuite à la location, après avoir réalisé quelques travaux sommaires d'aménagement ou même laissés en l'état.

2: Cf "Revue Tiers-Monde - *Le logement des pauvres dans les grandes villes du Tiers Monde* - Tome XXIX, n°116 Octobre-Décembre 1988 – publié par l'Institut d'étude du développement économique et social de l'Université de Paris I sous la direction de Michel Rochefort.

Il faut aussi noter qu'à cette époque, la Banque Mondiale et le FMI (Fonds Monétaire International) ont tenu un rôle prépondérant dans l'accélération de ces logiques excluantes.³ À cette période, la Banque Mondiale qui jusqu'ici soutenait que les effets négatifs de la privatisation des marchés sur les classes sociales défavorisées n'étaient que transitoires, constate l'échec de ses expériences dans le domaine du logement des pauvres qui affluent en masse dans les villes. Elle continue malgré tout à prôner la dérégularisation et la privatisation des programmes sociaux comme solution aux problèmes de développement des villes.

Les méthodes de planification traditionnelles ne sont plus adaptées aux nouveaux phénomènes de mutations des villes tels que l'exode rural massif, l'explosion de la croissance démographique ou l'apparition de nouveaux réseaux de production et d'économie informelles.

À la fin des années 1980, le bidonville semble enfin être accepté comme une composante de la ville formelle. Donc inclus dans les logiques du système capitaliste, les bidonvillois ne sont plus considérés comme inadaptés à cette économie mais au contraire envisagés comme de la main d'œuvre bon marché dans les logiques de rentabilisation des systèmes de production et de consommation dominants.

Des programmes de maintenance et de réhabilitation sont mis en place, les gouvernements locaux procèdent à des récoltes de fonds d'investissements publics et la mobilisation du secteur privé se substitue aux modes d'investissements publics. Les interventions se sectorisent, et particulièrement

3 : Cf les ouvrages de David Keeling "*Buenos Aires: Global Dreams, Local Crises*" - Editions John Wiley & Sons, 1996 et Patrick McAuslan "*Les maux logés du tiers-monde*" - Editions l'Harmattan, Collection « Villes et Entreprises », 1986 et - Mike Davis, op. cit.

l'immobilier et les transports, accentuant le phénomène de mitage des territoires et l'éclatement des revendications des classes urbaines populaires.

Prise de conscience et premières tentatives d'intégration

Jusque-là, cette forme d'urbanité alternative que représente le bidonville était donc plutôt considérée comme une trame à partir de laquelle se sont développés des projets sociaux et architecturaux utopiques. Le bidonville comme symbole dont se sont emparés les sociologues, architectes et artistes pour critiquer les logiques de production de la ville moderne post-industrielle.

Les années 1980 marquent un changement d'orientation de la part des politiques publiques. En effet, malgré les multiples programmes mis en œuvre dans la première partie du XX^{ème} siècle pour tenter d'éradiquer le chaos urbain que représentait le bidonville, ce phénomène d'établissement spontané de population ne décroît pas.

Mais alors, comment régler le problème des bidonvilles ? Si les efforts des politiques, publiques ou privées, se sont révélés inefficaces, c'est peut-être la question elle-même qui n'est pas adaptée. Peut-être que les bidonvilles ne sont pas le problème mais la conséquence d'un problème plus vaste : celui d'un système injuste qui produit et rejette automatiquement des classes de la société toute entière ?

Cette problématique, grand nombre de penseurs s'en emparent pour tenter de comprendre en quoi le phénomène bidonville serait, plutôt qu'une pathologie à éradiquer, le berceau de processus ingénieux d'autogestion et d'autosuffisance

inspirants pour le reste du monde. Les autorités aussi semblent intégrer les discours des avant-gardistes et constatent que la ville produite en série sur des logiques de normalisation et de standardisation extrême s'est peu à peu vidée de toute humanité. Dans une volonté de justice sociale, on tente alors d'urbaniser les bidonvilles, d'en faire des quartiers au même titre que le reste de la ville.

Peut-être en raison des mutations dans la conception de la ville formelle elle-même, on est passé de la ville comme bâti fixe, stable, à des structures plus mouvantes, pensées sur des logiques de flux permanents, auxquelles le bidonville, avec son instabilité structurelle, correspond désormais mieux. Il ne s'agit alors plus de considérer le bidonville comme un symbole, outil de submersion d'une culture dominante mais bien comme une forme urbaine à part-entière : à déployer, à ancrer dans le règne du visible comme processus viable de fabrication de la ville.

*La question de l'engagement moral de l'architecture
Valeur éthique ou nouvelle tentative d'asservissement ?*

L'autoconstruction comme processus libérateur de construction naît de la misère avant d'être un réel désir d'expression d'une créativité personnelle ou collective. Au delà des visions romantiques et utopiques, il s'agit avant tout de « *communauté de pauvres* »⁴ où vivent des travailleurs surexploités, où les conditions sanitaires et sécuritaires sont désastreuses. Dans ce sens, il ne peut y être seulement question de choix et de liberté.

4 : Jeremy SEABROOK in Jean-Nicolas ORHON - *Slums : Cities of tomorrow* - op.cit

Et c'est peut-être là que se trouve la limite de l'engagement architectural. Affirmer que le bonheur n'est pas envisageable dans des cités de béton mais seulement accessible par des procédés d'autoconstruction, de modulation infinie, où la pauvreté choisie, est tout aussi problématique que les théories adverses qui prônent des modèles de vie et d'urbanité standardisés contre l'insalubrité et la pauvreté.

Néanmoins, et bien que les propositions avant-gardistes puissent susciter un certain malaise politique, à partir de la fin des années 80 apparaissent des courants architecturaux qui mettent en œuvre, selon des principes éthiques, les procédés de l'autoconstruction prônés par les pensées radicales des années 60-70. Il ne s'agit plus cependant de prôner une totale liberté créative mais le recours encadré par la loi à des processus de consultation démocratiques et participatifs incluant, toujours dans une moindre mesure, les habitants aux démarches de création et de réalisation.

À la Biennale d'Architecture de Venise de 2000, le mot d'ordre du pavillon français est « *[m]oins d'esthétique, plus d'éthique* »⁵. On y débat de la nécessité de l'engagement moral de l'architecture dans un contexte de précarisation généralisée de l'habitat. Jean Nouvel, commissaire de l'exposition, déplore un certain désintérêt de l'architecture pour les questions sociales et d'exclusion depuis les années 1970. Il envisage un engagement comme un échange d'égal à égal entre pays du Nord et pays du Sud. Cette théorie provoquera de nombreuses contestations de la part de ses pairs, un tel échange étant, inévitablement, déséquilibré.

5 : Jean NOUVEL in Fabrice Lextrait et Jean-Paul Robert - *Deux ans après, dans L'urgence permanente - Compte-rendu des Rencontres Internationales de Venise et Marseille* - Marseille, Galerie Navarra, Galerie Patrick Seguin, 2002, p. 7

À l'aube du XXI^{ème} siècle, on remarque le développement des questionnements liés aux préoccupations environnementales, climatiques et géopolitiques dans la sphère du débat public. L'architecture elle aussi s'en empare selon deux grands axes. Le premier naît de toutes les pensées évoquées sur les principes d'autoconstruction et la question des ressources des matériaux de construction. Le second s'appuie sur la problématique déjà existante de l'habitat précaire, présente dans les bidonvilles, qui réactive les préoccupations concernant le manque de démocratie dans les processus de fabrication de la ville.

A cette même période, on assiste au développement d'une nouvelle architecture « vernaculaire ». Il s'agit d'une tendance ayant recours à des modes de construction plus respectueux des spécificités locales en terme de techniques et de ressources. Elle s'inscrit dans la lignée de cette prise de conscience écologique collective positionnée, ici encore, en opposition à la standardisation de notre société et de nos modes de vie.

En 2012, le Pritzker Prize est décerné à l'architecte chinois Wang Shu pour son projet Ningbo Museum qui réutilise des techniques de construction traditionnelles et des matériaux locaux.⁶ En 2014, ce même prix est décerné à l'architecte Shigeru Ban dans le domaine de l'« architecture d'urgence » pour avoir conçu des structures en carton et papier destinées aux victimes de catastrophes climatiques et humanitaires.

Mais cette architecture « éthique » remet-elle vraiment en cause les modes de production contemporains à l'origine de l'accroissement des inégalités ?

6 : Cf article de Garth CLARK - *Wang Shu's Ningbo Museum* - disponible sur : <https://cfileonline.org/architecture-wang-shus-ningbo-museum/>

Effectivement, la posture de ces grands architectes reste ambiguë. Bien qu'ils participent à la diffusion de la question à un plus large public, ils prennent en charge une partie de la question de la précarisation de l'habitat mais conçoivent, simultanément, musées, hôtels et villas de luxe pour de riches commanditaires, alimentant ainsi le système qu'ils se sont appliqués à critiquer.

Plutôt que de laisser opérer les structures locales et humanitaires depuis longtemps engagées dans ces processus, ils se mettent à leur tour au service des plus pauvres pour proposer des solutions en leur nom propre. Et, bien que ces projets constituent dans un premier temps une réponse efficace, elles ne remettent pas en cause l'origine du problème, les processus de production et de fabrication dominants.

Ces actions humanitaires se posent alors, selon Henri Pierre Jeudy, comme « *un spectacle permanent qui permet de se donner une bonne conscience collective face à la détresse des sociétés en crise, face à ce que les économistes appellent la pauvreté majoritaire* »⁷. Pour lui, cette moralisation permet d'évacuer la composante politique du débat, en désignant toute critique de ce processus comme immorale, innocentant par là-même tout le système capitaliste. En effet, si ce même système est à l'origine de certaines préoccupations humanitaires, il propose également des solutions et ne peut en ce sens être critiqué.

Plutôt que de chercher des alternatives à l'architecture dominante caractéristique des pensées antiautoritaires des années 1950-1970, on cherche donc aujourd'hui à moraliser l'architecture, à dépolitiser le débat pour prévenir la subversion de l'ordre dominant.

7 : Henri-Pierre JEUDY - *Éviter les poncifs* - in Fabrice Lextrait et Jean-Paul Robert - *Deux ans après, dans L'urgence permanente - Compte-rendu des Rencontres Internationales de Venise et Marseille* - op. cit.

Mais la révolution doit-elle être architecturale ? Dans un phénomène qui englobe de multiples composantes, toutes très complexes, il semble impossible de réduire la question à un seul et unique champ d'action. Envisager le problème sous le seul angle architectural reviendrait à neutraliser toutes préoccupations économiques, politiques et culturelles en déplaçant le problème sur un terrain consensuel stérile.⁸

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

8 : Ibid

Des pratiques contestataires aux tentatives de dépolitisation du débat, les réflexions proposées face à la prolifération de cette nouvelle forme urbaine sont multiples.

L'inconnu nous effraie, mais si certains s'y opposent radicalement d'autres choisissent de s'en emparer afin de proposer de nouvelles manières de faire et de voir le monde. En ce sens, la question de la représentation est primordiale. Comment connaître l'inconnu si ce n'est par l'image qu'on nous en donne ? Comment s'insurger contre un modèle qui nous aliène quand celui-ci est le seul que nous ayons jamais vécu ?

Par l'expérience.

Personnelle ou collective, elle nous permet de nous forger notre propre vision du monde et de découvrir des réalités autres, peut-être moins conventionnelles mais qui elles aussi, méritent de faire entendre leur voix.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Learning from Buenos Aires

« Peu à peu le bidonville s'est donc installé. Le voilà devenu un véritable monde, un cosmos inclinant vers une autonomie presque totale. Espace de relégation, le bidonville va jouer aussi le rôle d'un espace de refuge. En tant que tel, il va tendre vers la plus grande autarcie possible. En même temps qu'il ne cesse de croître et de s'étendre, il s'est doté de structures de vie qui lui sont spécifiques. Il a secrété son organisation spatiale et son architecture mais aussi toute une économie interne. »¹

Abdelmalek SAYAD

1: Abdelmalek SAYAD, avec la collaboration de Eliane DUPUY - *Un Nanterre algérien, terre de bidonville* - Paris, Editions Autrement, 1995, p. 76

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

*Histoire urbaine de Buenos Aires,
naissance des premières inégalités*

Dichotomie centre – périphéries

Aujourd'hui encore, la génération d'espaces stratégiques se produit par un processus sélectif d'équipement du territoire à l'origine de l'accroissement des inégalités socio-territoriales. Cela se traduit par la formation de zones urbaines enclavées, de nature plus critique que celles des métropoles des pays les mieux ancrés dans l'économie mondiale.

La première différence naît de la transition qui s'est effectuée entre le passage de l'industrie de production fordiste à une fabrique plus diffuse. Normalement, cela se manifeste par la décentralisation des activités et entreprises qui partent s'installer dans des territoires périphériques de la métropole. À Buenos Aires, le postfordisme n'a pas donné naissance à de nouvelles formes de productions industrielles mais a incité les entreprises existantes à se replier au cœur même de la ville.

Dans un second temps, les villes globales se caractérisent par la création de différents pôles destinés à gérer ces sites d'activités nouveaux ainsi que l'expansion économique de ces industries.

Ces nouveaux centres urbains, qu'ils apparaissent dans la ville ou en périphérie, s'établissent comme de nouvelles polarités et adoptent une physionomie particulièrement répandue à l'échelle mondiale : buildings pensés par des figures de l'architecture innovante et construits avec des technologies de pointe. Ils participent alors à dynamiser des zones tertiaires jusqu'alors considérées comme des zones urbaines délabrées.

Dans les métropoles les plus développées, les nouveaux domaines de commercialisation de biens et services naissent d'un processus de développement qui s'effectue généralement sur plusieurs décennies. À Buenos Aires, ce développement s'est enclenché très tardivement (autour des années 80) et se traduit par la croissance explosive de nouveaux centres de production. La localisation de ces nouveaux centres renforce des centralités déjà existantes ou, plus fréquemment, amène à la création de nouveaux centres d'intérêt dans des espaces auparavant résiduels et désormais accessibles par des systèmes de transports rapides bien ancrés à l'échelle de la métropole.

Finalement, la métropole de Buenos Aires des années 90 se caractérise par le développement de nouveaux centres résidentiels, dans certains cas comme continuité de tendances déjà existantes et dans d'autres comme apparition de centralités urbaines nouvelles. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les processus de périurbanisation qui donnent naissance à des quartiers de plus en plus clos, au repli sur soi. Cette tendance s'accroît notamment depuis la diffusion de l'usage de l'automobile en ville, caractéristique des grandes métropoles américaines mais qui ne se manifestera que plus tardivement à Buenos Aires, dans la seconde moitié des années 80.

En contrepartie et de manière simultanée, on observe deux phénomènes : le premier, celui de « colonisation » des zones dégradées de la ville et le second, le développement des secteurs sociaux à revenus élevés. Face à ce deuxième phénomène de gentrification naissent de nouvelles typologies architecturales à l'instar des « lofts » ou des «barrio cerrado». Il faut bien souligner que ces deux processus, périurbanisation et gentrification, cohabitent au cœur de la métropole et ne cessent d'accentuer le fossé qui existe entre deux classes sociales bien distinctes.

C'est dans ce contexte qu'apparaît dans la capitale une nouvelle réalité urbaine. Il s'agit d'une expansion territoriale de plus en plus dispersée et fragmentée où l'augmentation flagrante des inégalités sociales et économiques a conduit à la remise en question des relations traditionnelles qui existent entre le centre et ses périphéries et notamment de certains processus de « périphérisation » de zones centrales et de centralisation de zones périphériques par une dispersion urbaine illimitée et une métropolisation mal maîtrisée.

Un clivage urbain et politique

CABA - AMBA

Cette dichotomie centre / périphéries se traduit nettement dans la différenciation CABA (Ciudad Autonoma de Buenos Aires) / AMBA (Area Metropolitana de Buenos Aires), l'une caractérise le centre de la ville, l'autre ses territoires périphériques. La première (CABA) compte près de 2.900.000 habitants et la seconde (AMBA) s'étend sur plus de 5000km² et regroupe plus de 15.000.000 d'argentins, soit 40 % de la population nationale. Ces deux zones sont physiquement séparées par le périphérique de l'Avenue Général Paz,

frontière incontestable entre deux mondes politiques, culturels, sociaux et économiques bien distincts. Pourtant pensés sur la même trame urbaine, ces deux territoires n'ont rien en commun et matérialisent deux temps de la politique du pays bien différents.

En effet, l'Argentine est un Etat fédéral où chaque province répond à ses propres règles et lois. Au sein de la province de Buenos Aires, la plus peuplée et celle au poids économique le plus important, la ville de Buenos Aires est une capitale autonome.

Ainsi, CABA répond au parti de la PRO (Propuesta Republicana) dirigé par la Mauricio Macri (centre droit). Il met en place une politique du progrès qui lui a valu son accession au pouvoir puisqu'il a promis aux « porteños » (nom donné aux habitants de Buenos Aires et signifiant « gens du port ») d'élever la capitale argentine au rang de ville monde à l'instar de New York, Paris ou Madrid.

Cependant, sa politique n'inclue pas le développement des zones périphériques ouest et sud de la capitale qui elles dépendent d'un gouvernement Kirchneriste, plus orienté à gauche.

Ainsi ce clivage politique se traduit par une dichotomie urbaine de plus en plus importante. Effectivement, si dans le centre de la métropole tout est mis en œuvre pour élever celle-ci au rang international par la mise en place d'infrastructures de pointe (transports performants, constructions immobilières modernes...), à 20km au sud on se retrouve plusieurs décennies en arrière avec des villages bricolés en tôles, briques et autres matériaux de récupération organisés autour de chemins de terre souvent inondés. Les communes s'organisent toutes de la même manière : une zone commerciale se développe autour d'une avenue principale ou d'une gare autour de laquelle gravitent des quartiers résidentiels.

Aux interfaces entre celles-ci, ce sont des zones résiduelles laissées à l'abandon, traversées mais jamais occupées. Certaines d'entre elles, lorsqu'elles sont constructibles, finissent par être utilisées par les promoteurs immobiliers mais la majorité, inondables, sont laissées à l'abandon.

Sur ces territoires résiduels, deux phénomènes se développent. Le premier, c'est celui de l'apparition de bouts de ville sortis de terre, développés par des promoteurs immobiliers. Construits sur une logique sécuritaire, ces « barrio cerrado » sont fermés à la population étrangère, repliés sur eux même. Ceci pose alors la question de l'intégration à la ville mais aussi celle de l'intégration sociale. Si au départ les barrio cerrado étaient destinés à une population aisée, ils représentent aujourd'hui une solution de facilité bon marché pour une majorité de la classe moyenne.

Le second processus apparaît sur des territoires n'intéressant ni l'Etat urbaniste ni le secteur privé puisqu'il se développe sur des territoires à risques très élevés, normalement non constructibles. C'est le phénomène d'auto-construction comme réponse instantanée au développement tentaculaire de la métropole. C'est aussi la réponse aux problèmes posés par une urbanisation non maîtrisée des centres déjà engorgés. C'est alors la naissance des Villas et Asentamientos. Ainsi, on compte aujourd'hui 36 000 hectares de barrio cerrado et 2 000 000 personnes réparties sur 6000 hectares de villas et asentamientos, ces chiffres ne cessant d'augmenter.

Lexique

VILLA: ce terme apparaît à la fin du XIX^{ème} siècle et désignait à l'origine un « terrain vendu aux enchères, payé mensuellement par les ouvriers et couvert de constructions sous 6 mois ¹ ». Au sens large, le terme « villa » signifie en réalité « quartier ». On retrouve ainsi au sein de la capitale porteña les « Villa Parlermo », « Villa Urquiza », « Villa Crespo » et de nombreux autres quartiers. C'est n'est qu'à partir du milieu des années 1930 que le terme « villa », auquel on ajoutera désormais les adjectifs « miseria » ou « de emergencia » sera utilisé pour désigner un « ensemble d'habitations faites de matériaux de récupération, sans équipement ni règle, construites sur des terrains en friches, occupés illégalement par des milliers de migrants qui arrivent en masse à la ville ² ». Aujourd'hui, le terme « villa » est utilisé pour désigner au sens plus large de « bidonville » l'occupation d'une terre vacante par des baraques faites de matériaux de récupération. Elle se construit sur la base de pratiques individuelles qui varient dans le temps et rendent compte de la précarité matérielle de ses habitants. Elle se caractérise par une densité très élevée (six fois plus élevée dans les villas que pour la population de l'AMBA) et est souvent localisée près des centres de production et de consommation.

1 : Christian TOPALOV, Stella BRESCIANI, Laurent COUDROY DE LILLE and Hélène RIVIÈRE D'ARC - *L'aventure des mots de la ville. à travers le temps, les langues, les sociétés* - , São Paulo, Romano Guerra, 2014, p.247

2 : Ibid p.248

ASENTAMIENTO : Ces quartiers d'habitat informel ne sont apparus que plus tardivement, sous la dictature militaire mise en place en argentine entre 1976 et 1983. Durant cette période, le taux de chômage excessivement élevé, l'endettement du pays de même que la désindustrialisation sont autant de facteurs qui ont entraîné le pays vers une paupérisation extrême de la population, favorisant ainsi l'essor de ces quartiers d'habitat spontané. Contrairement au chaos urbain de la villa, l'asentamiento repose sur un tracé plus régulier pensé dans l'optique d'un développement futur. Ses habitants ne le perçoivent pas comme une solution transitoire mais comme une possibilité d'amélioration de leur mode de vie à moyen terme. Ainsi ils cherchent, contrairement aux habitants de la villa, à obtenir une reconnaissance de l'Etat qui légitimerait ce territoire et donnerait l'opportunité à certains d'être propriétaires. Leur organisation repose en grande majorité sur des décisions prises collectivement puisqu'il s'agit d'établir des stratégies communes pour l'aménagement du quartier. De plus, si les habitants des villas sont souvent directement issus des diverses vagues d'immigration (rurale interne ou venant d'autres pays), les habitants des asentamientos sont en majorité issus des populations urbaines, anciens résidents des villas ou autres types de logements précaires. Ceci explique notamment leur désir de renouer avec une certaine organisation spatiale plus proche de celle de la ville « formelle » ainsi que leur souhait d'instaurer un dialogue avec l'Etat dans l'espoir de régulariser leur situation et d'obtenir des conditions de vie moins précaires que celles dont ils ont pu souffrir antérieurement.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Villa 31 et 31bis, le bidonville le plus cher d'Argentine

Récit

Dans le cadre de mon échange universitaire à Buenos Aires, loin de notre société européenne je suis, chaque jour, confrontée à cette réalité. Je monte dans le train Avenida Santa Fe (une des artères principale de Buenos Aires bordée d'appartements et de commerces abordables pour nous autres européens mais aux loyers bien trop élevés pour tout étudiant dépendant de l'économie argentine) et me voilà, 7 minutes plus tard, à longer l'une des plus grande villa de Buenos Aires : la Villa 31 et 31bis.¹

En plein cœur de la capitale, elle s'insinue entre la gare de train de Retiro, premier lieu de transit de la capitale et la gare d'omnibus, à seulement quelques centaines de mètres du quartier d'affaires où siègent les plus grands groupes commerciaux nationaux et internationaux dans des buildings ultra-modernes. Selon que l'on regarde à droite ou à gauche de l'Avenida del Libertador qui sépare ces deux mondes, c'est comme s'il nous était donné à voir l'incarnation physique des

1 : cf carte situation de la Villa 31 et 31bis en annexe

inégalités, aussi bien économiques, sociales et spatiales qui régissent la capitale porteña. C'est la plus ancienne et la plus emblématique de la ville, formée dans les années 1930 lorsque les immigrés travailleurs portuaires et ferroviaires sont arrivés à Buenos Aires, elle s'étend sur plus de 15 hectares et compte plus de 40 000 habitants.

Immiscée entre la gare, la station de bus et l'Avenue principale, une fois les limites horizontales atteintes par la villa, ses habitants se sont mis à construire verticalement, à tel point qu'aujourd'hui la plupart des habitations atteignent un niveau en R+5. Cependant, ses limites horizontales restent encore floues, d'une part puisque les habitants de la Villa 31 ont étendu leurs baraques au-delà de l'autoroute Ilia qui constituait à l'origine une des limites nettes de ce quartier, et d'autre part puisque la ville, plutôt que de se confronter réellement au sujet de l'étalement urbain, met en place des infrastructures contournant le problème.

Reniée, la Villa 31 se voit aujourd'hui enjambée par un immense pont autoroutier (cf figure ci-contre), ce qui ne l'aura pas empêché de s'étendre jusque sous le tablier du pont, utilisant chaque mètre carré disponible aussi bien horizontalement que verticalement. (figures ci-contre)

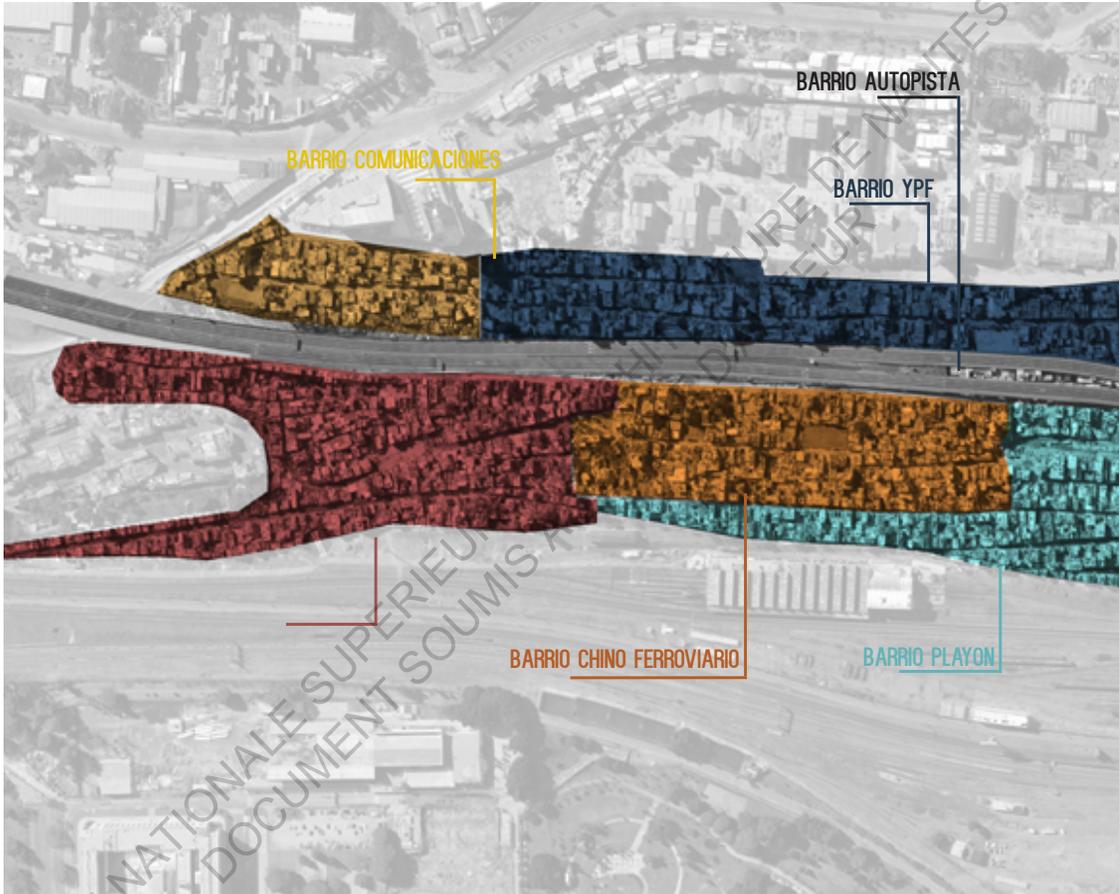
En effet, ce quartier pauvre prend pourtant possession d'une des terres la plus chère de la capitale. Officiellement ces terres appartiennent à l'Etat, et bien qu'il ne s'agisse pas de l'établissement de population le plus illégal de la capitale, ces habitants ne pouvant pas payer l'impôt pesant sur l'occupation de ces territoires, leur présence fait l'objet de multiples débats depuis de nombreuses années. Faut-il expulser ces populations ? Les reloger ? Ou faut-il au contraire les aider à mieux se réaliser en mettant à leur disposition des moyens minimum en terme d'infrastructures, d'électricité, de salubrité et d'accès à l'eau ?



(f) Vue aérienne de la Villa 31 31bis enjambée par le pont autoroutier



(g) Baraques construites sous le pont autoroutier - Villa 31 31bis



(h) Plan détaillé de la Villa 31 et 31bis, d'après les recherches
du Taller Libre de Proyecto Social, 2011
Graphisme de l'auteur



BARRIO GUEMES

GARE D'OMNIBUS

BARRIO PLAYON

BARRIO SAN MARTIN

STATIONS DE TRAINS

AVENIDA 9 DE JULIO

ECOLE NATIONALE SUP. D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME DE NANTES



Un projet, des politiques contrastées

Évoqué à la fin des années 90, le «Proyecto Retiro»² envisageait l'urbanisation et l'aménagement paysager de 75 hectares ainsi que la construction d'une nouvelle gare de passagers multimodale qui unifierait les services ferroviaires, souterrains et collectifs. Il était prévu de construire plusieurs hôtels de luxe, un centre culturel dans l'ancienne gare de Mitre, des complexes commerciaux et des tours d'habitation. Le projet prévoyait également des travaux publics à grande échelle tels que le déplacement de toutes les voies ferrées vers les espaces urbanisables de l'Avenida del Libertador.

Évidemment, la Villa 31 n'a pas été incluse dans la conception du futur quartier, à tel point que, lorsque le "Proyecto Retiro" a été officiellement lancé en février 1998, le gouvernement de la ville a simultanément lancé un plan d'urbanisation pour les bidonvilles, envisageant l'ouverture de rues et la construction de logements sociaux, ce plan n'incluant toujours pas la Villa 31, avançant que l'Etat était majoritairement propriétaire des terres occupées.

Cependant, avec l'arrivée au pouvoir en 2000 de l'homme politique Aníbal Ibarra, ce projet prend une nouvelle orientation plus modérée. Dans cette nouvelle proposition, les transformations devaient concerner une surface plus réduite et surtout les terrains occupés par la Villa 31 devaient être utilisés pour construire des blocs de logements sociaux destinés à l'installation définitive de ses occupants.

À l'époque, le parti au pouvoir justifiait sa décision en affirmant qu'il était impossible de renier l'existence d'un quartier où résident plus de 12 000 personnes.

2 : Projet détaillé dans l'article - *Del abandono a los proyectos imponentes: las ideas para renovar la terminal de Retiro.* - Disponible sur : https://www.clarin.com/ciudades/terminal-retiro_0_S12vekPiZ.html

Cette décision a soulevé de nombreuses protestations, les partis d'opposition affirmant qu'il ne s'agissait là que d'une manipulation politique pour éviter les soulèvements populaires que provoquerait le transfert de ces habitants et que, justifier l'existence d'un tel quartier empêcherait la communication entre le terminal de bus et le réseau autoroutier initialement prévue, compliquant alors le trafic et les échanges au sein de la capitale.

En 2003, Ibarra est réélu et continue à défendre l'urbanisation de la Villa 31 par la création d'infrastructures et d'équipements (ouverture de sentiers, raccordement au réseau électrique et égouts, etc.) ainsi que le développement de politiques d'assistance sociale bien qu'il n'ait pas eu de réels changements lors de son premier mandat.

En 2007, Macri est élu chef du gouvernement (Maire) de Buenos Aires. Si pendant sa campagne il avait promis à ses électeurs d'éradiquer complètement ces quartiers d'habitat informel, une fois au pouvoir il modère ses propos en affirmant qu'il s'agit dans un premier temps de stopper la propagation du lieu, en argumentant que l'extension des habitations en hauteur constitue un danger pour les habitants de la Villa eux-mêmes.

Bien que ces mesures n'aient en rien empêché la Villa de s'étendre, entre 2007 et 2009 le gouvernement de Macri met en place, toujours selon un raisonnement sécuritaire, des mesures incitant la ville à fermer de nombreux points de vente (illégaux mais jusque-là toujours tolérés) de matériaux de construction, pensant ainsi enrayer ce phénomène d'expansion.

En 2009, la ville de Buenos Aires approuve une loi sur l'urbanisation de la Villa 31 amenant à la création de la "Mesa de Gestión y Planeamiento Multidisciplinaria y Participativa

para la Urbanización de las Villas 31 y 31 Bis”³ composée de délégués de la ville, de représentants de l’exécutif de Buenos Aires ainsi que du Congrès. Un an et demi plus tard, l’organisation présente un plan d’action précis de réglementation de l’urbanisation future des Villas 31 et 31bis. Mais le projet n’ayant pas le soutien du parti de la PRO (parti alors au pouvoir), le Parlement de Buenos Aires n’approuvera pas la décision pour rendre l’urbanisation efficace.

En 2013, le débat revient sur la table dans un contexte de campagne électorale. Le parti de la PRO demande à la Chambre des Députés de la Nation de transférer à la ville les terres où sont situées les villas 31 et 31 bis.

En même temps, entre 2009 et 2016, la population de la Villa passe de 27 000 à 40 000 habitants. Aujourd’hui toujours aucune action à grande échelle n’a été entreprise par le gouvernement qui n’aura, entre 2008 et 2013, dépensé que 46% du budget initialement alloué à ce projet d’urbanisation des Villa 31 et 31bis.⁴

Aujourd’hui encore la guerre continue entre les partisans de l’éradication et ceux de l’urbanisation des Villas 31 et 31bis, et bien que le gouvernement de la ville de Buenos Aires continue de demander à l’Etat de lui concéder ces terres afin de les insérer sur le marché du secteur immobilier privé, le débat ne semble toujours pas trouver d’issue.

3 : “ Table ronde pluridisciplinaire et participative de planification et de gestion pour l’urbanisation des villas 31 et 31 bis ” Traduction de l’auteur

4 : Maria Cristina CARVINO (CONICET / ICO-UNGS) in - *Urbanización de villas y asentamientos en Buenos Aires - Colección es nuestra la ciudad n° 3* - publié par l’ACIJ (Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia) in “Villas e Integración Urbana” (publicaciones) 2016 Disponible sur : <http://acij.org.ar/urbanizacion-de-villas-y-asentamientos-de-buenos-aires/> (consulté le 13.12.2017)

*Développement d'un secteur informel du bâtiment,
un processus en deux temps*

Bien qu'officiellement l'Etat soit le réel propriétaire des terres occupées, la réalité est en faite toute autre. Effectivement, face à tant de politiques contradictoires et à l'incapacité des gouvernements à agir de manière concrète pour une quelconque amélioration, les habitants des Villa 31 et Villa 31bis ont mis en place tout un système de production informel, de l'accession au sol à la construction de leur habitat.

En effet, puisque la production capitaliste semble butter face à l'insuffisance des revenus qui caractérise pourtant une majorité des populations de la ville de Buenos Aires et ne produit que pour les strates supérieures de la société, les habitants des quartiers les plus défavorisés ont su mettre en place des processus de production d'habitat qui leurs sont propres. Ces formes d'habitat informel constituent pour ainsi dire une réponse à l'absence de politiques efficaces et adaptées en terme de logement social destiné aux catégories d'urbains les moins solvables. On assiste alors à la naissance d'un secteur informel du bâtiment⁵, permettant le développement de la Villa directement par ceux qui l'habitent. Ce secteur, en marge de la législation officielle et des règlements d'urbanisme auxquels sont soumis le reste de la ville, favorise ainsi l'essor de ces quartiers d'habitat précaire, témoignant des victoires possibles d'une lutte constante des plus démunis pour le respect de leur « droit à la ville ».⁶

5 : Cf propos de Michel ROCHEFORT in - Revue Tiers-Monde, *Le logement des pauvres dans les grandes villes du Tiers Monde*, Tome XXIX, n° 116 Octobre-Décembre 1988 - op. cit., p. 1051

6 : Henri LEFEBVRE - *Le droit à la ville* - Parution originale aux Editions Anthropos, 1968

À Buenos Aires comme dans la majorité des grandes villes du Tiers-Monde, les ressources économiques dont disposent les familles les plus pauvres ne sont souvent rien de plus que des « revenus de survie »⁷. En effet, les pouvoirs publics ne disposent pas de suffisamment de fonds pour aider la majorité des populations pauvres et très pauvres à accéder à des logements bon marché. Quant à l'Etat, il ne peut pas supporter des investissements à fonds perdus lorsqu'il s'agit d'injecter des sommes aussi importantes dans un secteur censé être très rentable pour le gouvernement.

Effectivement, l'accès au logement ne pouvant jamais être totalement gratuite, l'habitant est obligé de verser une certaine somme, si ce n'est pour le logement lui-même du moins pour tous les services et infrastructures qui lui seront rattachés (raccord au gaz, à l'eau potable, système d'égouts et de collecte des déchets, etc.). Ainsi, une fois toutes les ressources du foyer utilisées pour l'achat de biens primaires comme la nourriture ou les vêtements, les familles les plus pauvres ne disposent plus d'aucun salaire à consacrer à l'investissement dans le logement ou encore plus largement à tout autre espace urbanisé où elles pourraient envisager de s'établir dans le cadre de la ville formelle.

L'accès au sol

On peut différencier deux modes d'accès au sol pour ces familles les plus défavorisées. La première, et c'est celle qui concerne le cas des Villas 31 et 31bis, repose sur un principe d' « invasion ». Les familles démunies qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour l'acquisition d'un terrain s'installent dans les interstices de la ville, entre deux zones urbaines déjà consolidées,

7 : Alain DURAND-LASSERVE in - Revue Tiers-Monde, *Le logement des pauvres dans les grandes villes du Tiers Monde*, Tome XXIX, n°116 Octobre-Décembre 1988 - op. cit., p.1204

et commencent à y construire des abris de fortune. En marge des politiques légales d'acquisition des sols, les habitants des villas développent en parallèle du secteur formel de nouvelles formes d'appropriation.

Comme évoqué plus haut, pour les familles ne disposant que de revenus de survie, investir dans l'achat d'une parcelle ou d'un lot représente pour elles un sacrifice énorme, un investissement qui les oblige à se priver pendant plusieurs années de ressources fondamentales comme la nourriture. Cependant, si jusqu'au début du XXI^{ème} siècle les politiques les plus courantes menaient des actions d'expulsion et de répression, aujourd'hui la frontière entre urbanité légale et illégale tend à s'estomper.

Effectivement, la puissance publique, de plus en plus désarmée face à l'accroissement du problème du logement des plus démunis, cherche à proposer, plutôt que des politiques répressives, des programmes de régularisation de l'accès au sol pour les habitants de la Villa 31 31bis.

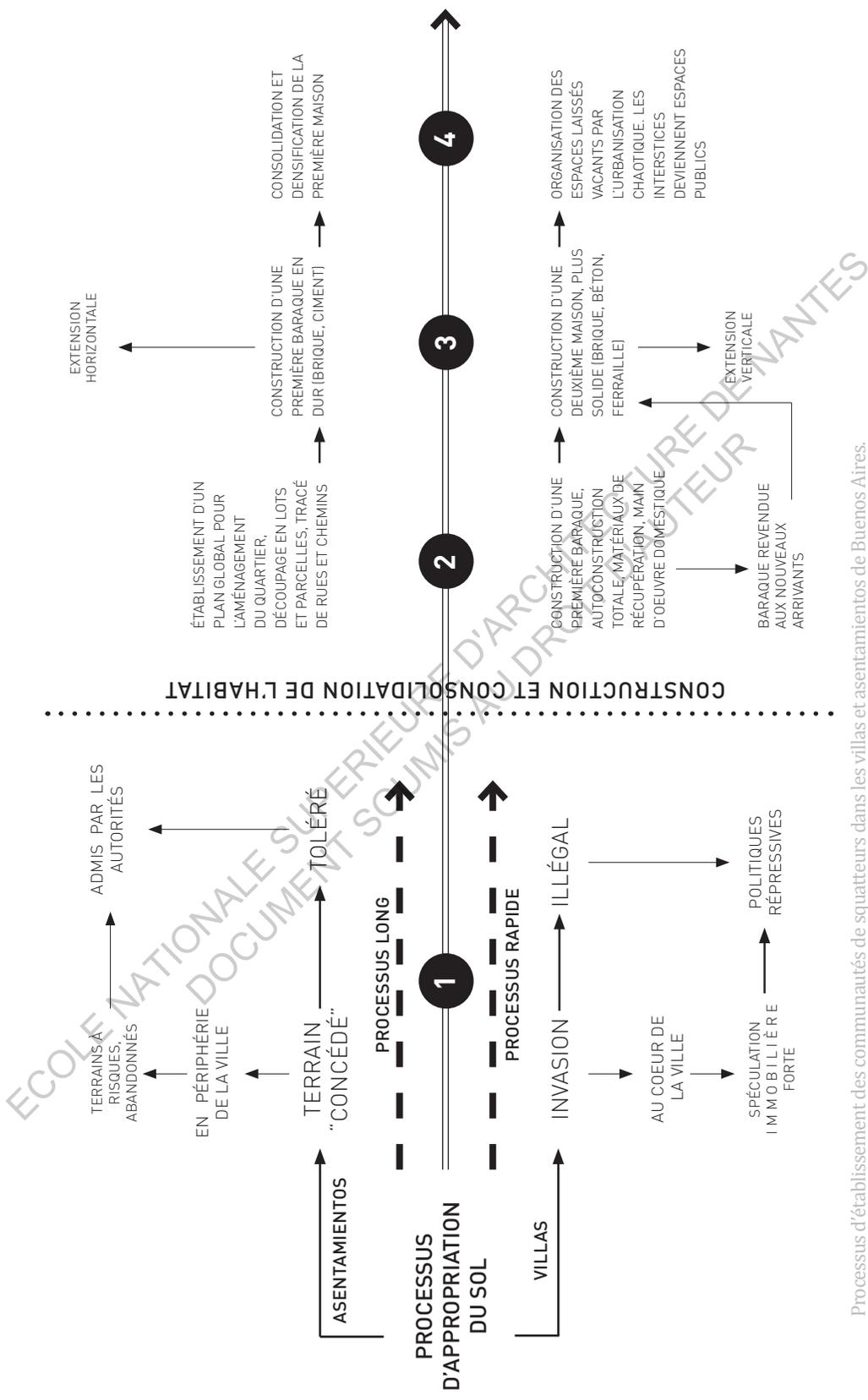
Le deuxième moyen d'appropriation des sols, qui pourrait appuyer la tendance des puissances publiques à vouloir être plus tolérantes vis-à-vis des occupants spontanés de ces quartiers informels, se présente sous la forme du lotissement précaire, aménagé dans les périphéries rurales de la ville. Dans ce cas de figure, l'illégalité ne concerne pas directement les occupants de la terre mais bien son propriétaire officiel. Celui-ci voit dans l'aménagement bon marché de son sol un moyen de réaliser une opération foncière rentable mais également de palier à l'occupation complètement incontrôlée de sa propriété.

Faussement appelé « clandestin », il s'agit en réalité d'un processus largement admis par les pouvoirs publics et les services d'urbanisme de la ville qui considèrent ce processus comme une solution viable d'accession au sol pour les plus défavorisés.

Construction, consolidation et densification de l'habitat.

Une fois le sol acquis par l'invasion ou des moyens plus légaux, les familles peuvent commencer l'installation d'une première baraque. Il s'agit en réalité plutôt d'un abri que d'un foyer à proprement parler. Cette première étape dans la construction leur permet alors d'assurer l'occupation et l'appropriation de la parcelle dans l'attente de quelque chose de plus permanent. Faute de moyens financiers, la construction de la maison s'étale sur souvent plusieurs années. De plus, dans le cas où les terrains sont envahis de manière complètement illégale, l'investissement dans la construction se voit d'autant plus restreint que la menace de l'expulsion est grande.

Pourtant, certains de ces « occupants spontanés » décident tout de même d'investir dans la construction d'un foyer moins précaire. Dans ce cas, l'autoconstruction est souvent totale et repose en grande partie sur une main d'œuvre strictement domestique et l'utilisation de matériaux volés ou récupérés. Dans le cas de la Villa 31 et 31bis se dessinent alors deux paysages entremêlés, témoins de deux temps de la vie au sein du quartier. Le premier est celui issu de l'élaboration de ces premières baraques souvent constituées de tôles et de planches récupérées qui laissent apparaître la précarité de la situation de ces premiers arrivants. Le second, qui témoigne d'un avenir peut-être plus pérenne, laisse apparaître en filigrane les premiers squelettes en béton utilisés pendant la première phase de construction avant que ceux-ci ne soient remplis de briques peintes souvent laissées apparentes.



Processus d'établissement des communautés de squatteurs dans les villas et asentamientos de Buenos Aires. Graphisme de l'auteur, Buenos Aires, 2017.

Villa 31 et 31bis, le bidonville le plus cher d'Argentine

Ces baraques dessinent alors un paysage aux tons ocres orangés qui semble s'opposer vivement aux immenses monstres de verre et de béton blanc qui lui font face dans le quartier des affaires, témoignage de l'abîme entre ces deux mondes que tout oppose. (figure ci-dessous)

Et pourtant, implantée en plein cœur de Buenos Aires, la Villa 31 et 31bis joui d'un accès privilégié aux ressources du reste de la ville. En effet, une majorité des hommes du quartier sont employés sur des chantiers de la ville, ce qui leur permet non

(i) Premier plan : baraques de la Villa 31 31bis - Second plan : buildings, quartier des affaires



seulement d'acquérir des compétences précieuses en terme de construction qu'ils mettent en œuvre par la suite pour l'édification de leur propre foyer, mais aussi d'être mieux insérés dans l'économie formelle du secteur du bâtiment.

Il faut également noter que cette situation leur donne un accès direct aux matériaux de construction qui, une fois récupérés ou volés, se retrouvent ensuite sur le marché de l'économie interne de la Villa.



On comprend alors que la frontière autrefois très nette qui séparait la ville formelle de l'urbanité informelle caractéristique des villas tend aujourd'hui à s'estomper par l'entrelacement d'un secteur avec l'autre. Puisque d'un côté les travailleurs issus des villas constituent de la main d'œuvre extrêmement bon marché pour les employeurs du reste de la capitale, mais aussi puisque les résidus de la production capitaliste se retrouvent en seconde vie réinjectés dans l'économie souterraine de ces quartiers d'habitat précaire au sein d'un réseau de distribution complètement en marge des normes existantes dans le reste de la société.

Une fois la construction plus permanente terminée, les familles revendent leur premier abri aux derniers arrivants dans la Villa, à leur tour dans l'attente d'une situation plus stable. Avec ce système de transmission se dessinent de nouveaux modes d'appropriation de la ville et d'accession à la propriété (plus ou moins légale), basés sur l'émergence et la promotion d'un réseau immobilier informel. Ainsi, en louant ou revendant cette première baraque, la famille peut jouir d'une source de revenus supplémentaire : cela l'aidera ensuite à relancer des opérations de consolidation ou de densification de la seconde maison, celle-ci envisagée de manière, si ce n'est définitive, du moins sur un plus long terme.

Dans le cas d'un terrain acquis ou concédé, les familles sont souvent plus enclines à réaliser des maisons moins précaires, ainsi l'autoconstruction est rarement totale. Les "propriétaires" de la terre vont alors faire appel à des ouvriers du bâtiment employés quelques jours dans la semaine afin de réaliser les tâches délicates à l'instar de la plomberie ou de la toiture. Ces

ouvriers, rémunérés “ au black ”, rentrent alors à leur tour dans l'économie informelle de la Villa. De plus, dans un soucis de pérennité, dans ce cas de figure sont favorisés des matériaux de meilleure qualité comme la brique, le ciment ou les tuiles. Les matériaux sont achetés directement à des revendeurs à un coin de rue de la Villa, ce qui contribue au développement du secteur informel du bâtiment, qui s'étend alors de la production à la réalisation en passant par la distribution.

L'action collective contre la menace de l'expulsion

Evidemment, face à l'émergence et à l'affirmation de ces modes d'appropriation illégaux on verra s'intensifier les nombreux débats ainsi que les politiques d'expulsion qui seront mises en œuvre les années suivantes. C'est ainsi qu'en 1958 est créée la « Federación de barrios y villas de emergencia » renforcée à la fin des années 1960 lorsque les habitants de la Villa 31 ont commencé à s'organiser et à résister aux actions hostiles du gouvernement qui met en place à cette époque de nombreuses politiques d'éradication des quartiers informels.

Depuis leur apparition en 1930, les villas ont toujours été des phénomènes urbains incontrôlés. Il faut attendre 1956 et l'arrivée au pouvoir des péronistes pour qu'émergent les premières préoccupations que l'on peut qualifier de sociales. Cependant, s'il semble qu'au départ ces engagements constituent une réelle avancée face aux problèmes posés par les villas, à savoir l'explosion démographique démesurée et la dégradation des conditions sanitaires et sécuritaires, il s'agit en réalité de la première tentative d'éradication totale de cette

forme d'habitat spontané. En effet, en 1956 est fondé le CNV (Comision Nacional de Vivienda) qui s'engage dans une grande opération de recensement des populations vivant dans les villas de toute la capitale.

« Cuantificar la poblacion villera significaba, por primera vez y en el mismo acto, asumir el tema de las villas como "problema". »⁸

Eduardo Blaustein

Comme l'affirme Eduardo Blaustein, cet engagement constitue pour ainsi dire la première reconnaissance de ces quartiers comme réalité de la ville, certes part maudite de l'urbain mais appartenant au règne du visible.

Cependant, suite à cet état des lieux est affirmée la nécessité d'éradiquer définitivement toute forme d'habitat informel au sein de la grande capitale porteña. Un plan d'action est dévoilé, visant d'une part à proposer une réponse sociale à la problématique du logement des populations les plus démunies, et d'autre part à stopper la prolifération de ce phénomène d'autoconstruction dans la capitale et ses quartiers périphériques. Bien que ce plan prévoit la création de centres communautaires censés assurer le transit des habitants entre leur habitat spontané et des formes de logement plus formelles, cette opération restera un échec puisqu'en six ans ne seront relogées que 1280 personnes.

8 : Eduardo BLAUSTEIN in - *Prohibido Vivir aqui – Una historia de los planes de la erradicacion de villas de la ultima dictatura*, para la Comision Municipal de la Vivienda (CMV)'' GCBA - 2001

En 1958, inspirée par les différentes actions collectives enclenchées dans les années précédentes, est créée la « Federación de barrios y villas de emergencia ». En 1963, ses principaux acteurs remettent notamment une liste de revendications au parti alors au pouvoir, dans l'espoir de donner une place légitime aux habitants des quartiers informels dans le monde politique. De ce premier mouvement naît, dans les années 1970, le « Frente Villero de Liberación », qui revendique le droit à la propriété et à un logement digne. En 1965, un nouveau coup d'Etat militaire ranime les tensions déjà présentes entre l'Etat et les villeros.

Mais c'est en 1976 que les actions d'éradication sont les plus violentes. Sous le joug de la dictature militaire, la Villa 31 est presque entièrement rayée de la carte et tous ses « *occupants espontáneos* »⁹ exclus. C'est d'ailleurs dans cette perspective qu'est fondée en 1977 le FONAVI ("Fondo Nacional de la Vivienda") qui prévoit de raser des quartiers entiers pour ensuite reloger les populations dans des groupements de grands ensembles, alors qu'on y recense déjà plus de 225 000 personnes résidant dans des logements informels.

Cependant, en 1984 avec le retour de la démocratie, ce quartier connaît un nouvel essor notamment grâce au retour de nombreux de ses anciens habitants venus reconstruire leur foyer et leur communauté. Plus que jamais, ses habitants sont déterminés à renforcer les associations de voisins déjà présentes ainsi que leur engagement dans les politiques publiques en terme d'avancée sociale et de logement dans le but de revendiquer leur *droit à la ville*.

9 : Alain DURAND-LASSERVE, op. cit.

Bien que les années post-dictature annoncent un changement d'orientation avec le développement de politiques d'éradication plus modérées, il existe toujours un clivage politique quant à la posture à adopter concernant le statut de ces territoires occupés spontanément par des populations en marge des normes du reste de la société. Effectivement, les années 1990 sont fortement marquées par un libéralisme économique qui amène la ville capitaliste à considérer les habitants des villas comme de la main d'œuvre très bon marché, facilement exploitable par le système économique capitaliste.

On retrouve ici encore le paradoxe qui régit toutes les relations entre les formes d'habitat spontané et les villes dans lesquelles elles se développent, à savoir que si le bidonville est à la fois hors du capitalisme, de ses modes de construction et de sociabilité, de ses matériaux et de sa ville, il ne peut se concevoir qu'en leur sein. Ses habitants, exploités, déplacés, sont eux-mêmes des produits de la modernité industrielle. Les baraques construites avec des matériaux de récupération ne sont imaginables que dans une société qui produit ces matières premières en masse.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

D'informel à formel, ou de formel à informel ?

Aujourd'hui, on recense plus de 100 millions de personnes sans-abri ainsi que 600 millions vivant dans des conditions d'hygiène désastreuses dans le monde¹. Face à l'incapacité des pouvoirs publics à remédier à ces situations, ces populations démunies n'ont d'autre choix que de faire preuve d'ingéniosité pour tenter de trouver des solutions en termes de logement principalement.

Cependant, si comme nous l'avons vu plus haut il existe toujours un fossé qui sépare deux mondes et deux urbanités distinctes, celles-ci se côtoient pourtant quotidiennement et semblent avoir plus en commun que ce qu'on pourrait nous laisser entendre.

Quelles sont les limites de l'informalité ? N'y a-t-il pas des similitudes entre la ville formelle et celle informelle des bidonvilles ? Quelles sont-elles ?

1 : Akhtar CHAUHAN, - *Learning from slums* - in Prof. Peter Schreibmayer in collaboration with Johann Grabner- *Minimal Space-Minimal Housing* - Austria, published by the Technische Universitaet Graz, 1996

Organisation spatiale d'un urbanisme informel

Comme nous l'avons évoqué précédemment, les territoires occupés par les quartiers d'habitat spontané sont en grande majorité des terrains à hauts risques. Soumis à des conditions naturelles défavorables et hautement pollués, ces territoires se situent généralement à proximité des gares ferroviaires, ports et autoroutes, dans les entre-deux, les interstices de la ville

*« Informal communities filled
the interstitial spaces of the city »²*

Comme l'explicitent Ben Smith et Meghan Lewis dans leur article « *Infill city : Mumbai* »³ dont nous pouvons appliquer les concepts au cas particulier de Buenos Aires, les limites des slums se définissent par les infrastructures, routes, avenues et voies de chemins de fer qui les entourent.

Souvent radiés des plans d'urbanisme de la ville, cette invisibilité influe sur la qualité de vie de ces espaces puisqu'ils ne peuvent espérer bénéficier du même traitement que le reste de la ville en ce qui concerne les réseaux d'eau, d'électricité et de collecte des déchets principalement.

Puisqu'il s'agit d'établissements humains spontanés et que leur urbanisation fût dans un premier temps chaotique, il en ressort un paysage à l'aspect labyrinthique. Cependant, loin de s'engager dans ce stéréotype et en analysant de plus près

2 : Ben SMITH and Meghan LEWIS, - *Infill city: Mumbai* -, Yale School of Architecture, September 2012, disponible sur : <https://architecture.yale.edu/gallery/infill-city-mumbai> (consulté la dernière fois le 27.11.2017)

3 : Ibid

la structure urbaine de ces quartiers, on y décèle une certaine hiérarchie, une organisation ayant des similitudes avec celle de la ville formelle.

Dans un premier temps, puisque ces quartiers se développent en fonction des différentes vagues de migrations successives, internes à la ville ou au pays mais aussi arrivant des pays limitrophes dans le cas de Buenos Aires, on comprend la structure informelle qui s'impose spontanément à ces territoires.

Mais, pour revenir à l'exemple de la Villa 31 et 31bis, on constate que ces formes tendent à s'organiser selon des normes appartenant au langage urbain du reste de la ville. Effectivement, en essor depuis près de 80 ans, la Villa présente aujourd'hui une hiérarchisation basée principalement sur l'affiliation des différents groupes ethniques, religieux et identitaires. De ce fait, on constate que la Villa est maintenant divisée en deux zones, la 31 et la 31 bis, elles-mêmes détaillées en neuf quartiers. On évoquera par exemple les « barrio autopista » ou « barrio chino ferroviario »⁴, eux-même sous-divisés en plusieurs îlots et parcelles.

Ainsi, si d'un point de vue général on retient l'aspect labyrinthique engendré par une première urbanisation chaotique, il existe en réalité une hiérarchie entre ces différentes zones aux limites très précises. Si ces différents secteurs sont interdépendants en terme de production urbaine, ils fonctionnent de manière autonome d'un point de vue économique et sécuritaire, chacun étant géré par un groupe de la mafia locale différent.

4 : « Quartier autoroute » et « Quartier chinois ferroviaire »

Effectivement, ce sont ces groupes qui possèdent officieusement les terrains acquis par les habitants et demandent un impôt sur leur occupation en échange de leur protection. C'est cette économie souterraine qui régit tous les rapports sociaux entretenus dans la Villa, si bien que certaines familles racontent qu'il n'est pas rare qu'un de leurs voisins soit retrouvé mort après avoir traversé une de ces « frontières invisibles » pour tenter de vendre sa production dans le quartier adjacent.

Il existe donc une ambiguïté au sein de ces quartiers. Si d'un côté chacun doit respecter des règles, bien que tacites, propres à son secteur, de l'autre il existe une forte cohérence urbaine qui donne à la Villa une lisibilité d'ensemble. On voit ainsi se dessiner un quartier qui, à l'image des autres « barrios » du reste de la ville, possède une grande artère principale ; la Calle 12 qui traverse la Villa toute entière et à laquelle se rattache tout un réseau de ruelles secondaires ensuite utilisées pour desservir les différents lots.

Cette ambivalence est aussi accentuée par la limite très floue qui sépare l'espace public de l'espace privé. En effet, l'urbanisation du quartier repose en grande partie sur un principe de « remplissage » des espaces laissés vacants. Il n'est alors pas rare de voir l'espace privé déborder sur l'espace public et inversement, l'un s'insinuant dans l'autre au gré du temps et des besoins. Par manque de moyens et d'espace, la maison devient alors un espace multifonction, lieu de travail ou petite industrie de production (figures ci-contre). Les rues sont très étroites, sinueuses et accidentées et résultent non pas de l'aménagement planifié mais du résidu des espaces non bâtis. Mais les rues aussi s'adaptent, à la fois extension du lieu de travail, petite boutique ou marché ambulante.

Au-delà de la simple forme urbaine, l'espace et l'économie prennent eux aussi des formes nouvelles, informelles. Ils ne peuvent pas être pensés indépendamment : l'un mène à l'autre et réciproquement.



(j) Au rdc de sa maison un habitant de la Villa 31 a aménagé un salon de coiffure



(k) Dans une rue de la Villa 31, une habitante organise une vente de vêtements

Caractéristiques de la ville informelle

En analysant de plus près les formes urbaines, architecturales et tout le réseau immobilier que les habitants du quartier s'approprient, on remarque que ces derniers forgent l'espace public à l'image du reste de la capitale, peut-être pour tenter de s'y intégrer un peu plus. Effectivement, on peut observer dans les rues de nombreux aménagements urbains comme des bancs, des pots de fleurs, des panneaux de signalisation, des pancartes publicitaires, des terrains vacants transformés en terrains de foot ou aires de jeux pour les enfants les plus jeunes.



(n) Affiche publicitaire collée sur une maison de la Villa 31



(m) Aire de jeux aménagée dans un quartier de la Villa 31



(n) Ville "informelle" - Villa 31, Buenos Aires



(o) Ville "formelle" - Quartier de La Boca, Buenos Aires

De plus, comme nous l'avons évoqué plus haut, les habitations de la Villa 31 et 31bis réutilisent des procédés constructifs similaires à ceux utilisés dans le reste de la capitale. (cf figure ci-dessus)

Contrairement à d'autres quartiers informels de Buenos Aires, il ne s'agit pas seulement de baraques faites de tôles, de planches et de tissus mais bien des constructions en dur, utilisant des techniques comme le béton et la brique, beaucoup plus solides et pérennes. Tous ces efforts de consolidation et de densification de leur habitat ont un réel impact sur le regard porté par la société sur ce quartier informel qui peu à peu rentre dans le règne du visible jusqu'à devenir un « *village urbain* »⁵ à part entière.

5: Citation d'Alfredo BRILLEMBOURG in Tim SMEDLEY, - *Sustainable urban design: lessons to be taken from slums* - The guardian, 5 juin 2013 [en ligne] disponible sur : <http://www.theguardian.com/sustainable-business/sustainable-design-lessons-from-slums> (consulté la dernière fois le 5.10.2017)

De plus, sa position géographique au cœur de la capitale porteña et puisqu'elle occupe un des terrains les plus chers de la ville (estimé à 6000\$ le m²), la Villa 31 et 31bis s'inscrit dans une logique de spéculation immobilière unique pour un quartier défavorisé.

Malgré la croissance spectaculaire de l'Argentine ces dernières années, la pauvreté n'a pas été résorbée si bien que cette démographie croissante a entraîné un réel boom immobilier. En effet, on estime aujourd'hui que plus de 40 000 personnes vivent sur ces quinze hectares de terre battue et ce chiffre ne cesse d'augmenter. Chaque jour de nouvelles constructions viennent s'ajouter à celles déjà existantes, s'entrelaçant dans un paysage chaotique de briques et de ferrailles. La densité est telle que les familles se disputent le moindre mètre carré, aussi bien horizontal que vertical, complexifiant un peu plus l'urbanisation future.

Certaines de ces habitations atteignent 4, 5 voire 6 étages. Chacun est libre de construire ce qu'il veut sur son terrain, défiant toute règle d'urbanisme. La place est devenue tellement chère que c'est tout un réseau immobilier informel qui se développe dans le quartier. Informel, mais à l'image des systèmes de spéculation immobilière connus dans le reste de la ville, ce réseau repose sur la location ou la vente de chaque espace disponible, les prix fluctuants selon la localisation et la taille des habitations.

Chacun des neuf secteurs de la Villa est représenté par des délégués qui veillent à ce que l'arrivée des « nouveaux » habitants se fasse selon les règles tacites qui régissent le quartier. Ce sont aussi ces représentants qui s'occupent de

trouver des locataires aux propriétaires disposant d'un espace libre. Une fois que le locataire et le propriétaire ont pris contact, le délégué touche un pourcentage sur la rencontre ainsi que sur les raccordements possibles à l'eau et à l'électricité. Ils fixent également les prix qui peuvent osciller entre 350 ARS et 500 ARS par mois (de 80 à 100€ par mois) pour la location d'une simple pièce. Dans les zones les plus denses et les plus prisées, le prix pour une maison à vendre peut atteindre 35.000 ARS (7.500€). Sous le joug de la mafia locale, ce réseau s'organise cependant sur le modèle du secteur immobilier connu dans toutes nos villes contemporaines.

Dans des pièces exiguës, des matelas sont posés à même le sol. Paula et son mari louent des chambres à des Argentins, mais aussi à des migrants Boliviens, Péruviens et Paraguayens venus en Argentine dans l'espoir d'y trouver des conditions de vie plus favorables. La location d'un simple lit coûte entre 80 et 100 euros par mois. Le salaire minimum est de 300 euros.

« C'est cher, mais c'est ce que je dépenserais en transport si j'habitais en-dehors de Buenos Aires »

explique Victor, un Péruvien arrivé à Buenos Aires il y a quelques semaines et locataire d'une pièce.

Une autre caractéristique qui rapproche la Villa 31 et 31bis de la ville formelle que nous connaissons vient de sa capacité à fonctionner de façon autonome par la création d'institutions religieuses, éducatives et sociales. Elle possède, comme évoqué plus haut, son propre système de police.

Sachant qu'une définition de « *informel* » serait un endroit où les gens sont « libres », dans le sens où aucune régulation n'est assurée par la police⁶, comment peut-on affirmer que la Villa n'est rien d'autre qu'un quartier informel ? Dans ce cas, la Villa 31 et 31bis présente donc des similitudes avec le reste de la capitale, affirmant ainsi son assimilation à la société puisque, selon Michel Foucault, celle-ci se définit par la présence d'institutions, de lieux de rassemblement et est régulée par une police⁷.

Le processus de développement du bidonville est, par définition, communautaire. Il résulte de l'effort et de l'action collective qui ressurgit notamment dans l'effacement de la frontière entre espace public et espace privé. Les quelques espaces ouverts comme lieux multifonctionnels constituent alors des points clé de la vie socio-culturelle du quartier, capables de s'adapter à des situations variées allant du rassemblement religieux aux événements sportifs et professionnels qui sont autant d'occasions de renforcer les liens entre voisins.

Cette proximité imposée participe elle aussi au système de régulation passive du quartier. Puisque l'intimité est réduite au minimum, des mécanismes de surveillance spontanée se mettent en place du fait d'une constante contiguïté physique et visuelle. C'est ce que Michel Foucault appelle « l'auto-gouvernance »⁸ qui consiste à allier auto-surveillance,

6: Michael HAYS, « *Space, Knowledge and Power; Michel Foucault interview with Paul Rabinow* » in - *Architectural theory since 1968* - MIT, 1998

7 : Ibid

8 : Cf propos de Alain Beaulieu in Alain BEAULIEU, « Michel Foucault et le contrôle social », Canada, Éditions Les Presses de l'Université Laval, 2005

autorégulation et auto-recensement comme système de contrôle d'une population donnée. En l'occurrence, à Buenos Aires, la police d'Etat est complètement corrompue par les différents groupes de mafias locales qui font office de police au sein de la Villa. Elle ne prête aucune attention à ce qui se passe dans ces quartiers en marge du reste de la capitale et c'est donc sur cette notion d'« auto-gouvernance » que repose tout le système de régulation de ces populations.

Depuis plus de 80 ans la Villa 31 et 31bis a donc développé l'image d'une ville dans la ville. Elle s'est étendue autour de différents quartiers en relation avec les identités et croyances de chaque population. L'investissement de chacun dans ce quartier a permis de faire ressortir un sens communautaire ainsi qu'un réel sentiment d'appartenance à la société porteña avec notamment l'aménagement d'institutions et de systèmes de régulation similaires à ceux de n'importe quelle ville contemporaine.

Cependant, les autorités ne semblent toujours pas vouloir admettre pleinement sa légitimité. Dans un contexte où l'idéologie néo-libérale prévaut encore, la pensée dominante amène la société à renier le « *droit à la ville* »⁹ d'une majorité de sa population. A travers des opérations de relogement d'une infime partie des habitants concernés, ces actes s'orientent ostensiblement vers un modèle de planification urbaine capitaliste supposé servir l'idéologie dominante.

C'est ainsi qu'en 2007, dissimulé sous des prétextes faussement sécuritaires, le maire de Buenos Aires, Mauricio Macri, propose un nouveau plan d'action. Mais il n'a à l'époque

9 : Henri LEFEBVRE, op. cit.

aucun contrôle sur la Villa puisque le terrain appartient à l'Etat et donc au gouvernement national. Le problème est donc avant tout politique. Régulièrement, des habitants de la Villa sortent dans la rue manifester leur mécontentement face au gouvernement qui souhaiterait les déloger.

“Mauricio Macri parle de l'insécurité, mais en fait il rêve de récupérer un terrain qui potentiellement vaut de l'or à cause de son emplacement”¹⁰

dénonce un des délégués du quartier.

L'exemple de la Villa 31 et 31bis relance donc une nouvelle fois le débat : comment les architectes, urbanistes, sociologues, politiques et les habitants peuvent-ils agir ensemble et concrètement pour améliorer les conditions de vie au sein des bidonvilles plutôt que de persister à retarder l'échéance ? Il est maintenant urgent de faire entrer dans le règne du visible une forme urbaine désormais constitutive de nombreuses villes dans le monde, particulièrement dans les pays du Sud.

10 : in - *Urbanización de villas y asentamientos en Buenos Aires - Colección es muestra la ciudad n° 3*, op. cit.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Asentamientos Irregulares

*“Nuestros barrios están compuestos fundamentalmente por familias trabajadoras que, en su origen, y durante mucho tiempo fueron las que tuvieron que abandonar sus provincias y países limítrofes, simplemente por falta de posibilidades y horizontes en su tierra natal. Siempre se nos pretendió atraer a la ciudad en calidad de mano de obra barata, muchas veces para realizar los peores trabajos y los muy mal remunerados. Nuestras familias fueron integrándose a la vida en la gran ciudad, aquí fueron naciendo nuestros hijos. Por eso reclamamos el más elemental derecho natural, que a la vez es constitucional y humano, de vivir en el lugar donde mejor nos sentimos. Nadie puede privarnos de ese derecho.”*¹

Movimiento de Villas y Barrios Carenciados, Declaración de Principios.

Buenos Aires, 6 de diciembre de 1987.

1 : « Nos quartiers constituent des lieux essentiels pour les familles de travailleurs qui, à l'origine et pendant très longtemps, durent abandonner leurs régions, leurs pays, simplement par manque de moyens et d'horizons dans leur terre natale. Attirées par la réputation de la ville pour ensuite être réduites à la main d'œuvre bon marché, la plupart du temps condamnées à réaliser les pires travaux les plus mal rémunérés. Nos familles ont été intégrées à la vie de la grande capitale, c'est ici que sont nés nos enfants. Pour ces raisons nous demandons le respect de notre droit le plus naturel et élémentaire, aussi bien constitutionnel qu'humain, de vivre dans un lieu où nous nous sentons chez nous. Personne ne pourra nous priver de ce droit. »

Movimiento de Villas y Barrios Carenciados, Declaración de Principios. Buenos Aires, 6 de diciembre de 1987. - Traducción de l'auteur

Les établissements spontanés de populations à Buenos Aires s'organisent selon deux modèles. Le premier, celui de la « villa miseria » que nous venons d'expliciter avec l'exemple de la Villa 31 qui prend forme en plein cœur de la capitale. Il s'agit d'un phénomène nait au début du XXème siècle et caractérisé par une forme urbaine au tracé très chaotique.

La seconde typologie de quartiers spontanés apparaît plus tardivement, dans les années 1980, dans un contexte de paupérisation extrême qui contraint les populations de classes moyennes à migrer vers les couronnes extérieures de la ville à la recherche de solutions de logement bon marché.

Il s'agit des « asentamientos irregulares » qui se situent dans les périphéries de la capitale, dans des zones urbaines moins denses. Ils s'érigent selon un tracé beaucoup plus régulier, imitant l'organisation formelle du reste de la ville, en "cuadrillas y manzanas" (trame quadrillée).

Cette trame urbaine, plus conventionnelle, permet à ces territoires et à ses habitants d'être plus facilement reconnus et considérés comme légitimes par le reste de la ville.

Effectivement, puisque les budgets alloués aux problèmes de logement et d'accompagnement des plus démunis sont de plus en plus restreints, l'inventivité des habitants de ces quartiers informels trouve écho dans les processus de formation de la ville formelle, soulagée d'un poids budgétaire trop lourd à porter. C'est ainsi que s'établissent les asentamientos, lotissements précaires, quartiers « clandestins » pourtant admis par les autorités qui considèrent cette forme urbaine comme une solution viable d'accession au sol pour les plus défavorisés.

Chantier de construction dans un asentamiento
au sud de Buenos Aires avec l'ONG TECHO.

Vendredi 17 mars 2017.

TECHO nous a donné rendez-vous dans un local de l'association situé à Temperley, dans la zone sud de Buenos Aires. Départ de Palermo, ses maisons colorées au charme ancien qui côtoient les buildings nouveaux juxtaposés aux petites boutiques de créateurs fashion donnent au quartier son charme reconnu par tous les touristes. Je saute dans le métro direction la Gare de Constitution, un des quartiers les plus malfamés de la capitale. En sortant de la rame une chaleur humide et oppressante nous rappelle que la ville ne s'est pas donnée la peine d'équiper cette station de ventilateurs. Nous ne sommes qu'à 30 minutes en transport en commun de Palermo mais pourtant il semblerait que nous ayons été projetés dans une autre ville, dans un autre temps.

J'emprunte les escaliers, soulagée de quitter cette ambiance irrespirable, et me retrouve directement dans un hall de gare sublime, une grande voûte en pierre, des colonnes corinthiennes, des fresques peintes relatant l'histoire de l'Argentine... encore une fois le choc des styles ne semble frapper que moi. Quelques habitués se sont rassemblés autour d'une bouteille de bière et d'un paquet de cigarettes, d'autres vagabonds errent dans ce décor surréaliste en mendiant quelques pesos alors que le reste de la foule presse le pas pour ne pas manquer le prochain train à destination de la banlieue sud.

Quai numéro 7, j'attends celui qui m'amènera jusqu'à Temperley. Les gens ici me regardent avec un drôle d'air, que fait cette petite blonde avec un gros sac à dos au milieu de tous ces travailleurs aux bleus usés, les sacs remplis de tôles, de briques et de ciment ? En effet, les habitués de cette ligne sont les travailleurs venus de la périphérie sud, qui chaque jour font l'aller-retour par le train et le métro bondé pour aller travailler sur les chantiers de Capitale, là où ils savent que ce qu'ils gagneront sera toujours moins ridicule qu'en périphérie. C'est l'heure de pointe, à l'ouverture des portes les gens se pressent dans l'espoir de trouver une place assise après leur journée de travail. J'essaye tant bien que mal de me caler dans un coin du wagon entre deux sacs poubelles remplis de ciment, une vieille télé cassée et le reste de la foule. Quarante minutes plus tard, je descends donc à Temperley, ici l'ambiance est moins agitée, il fait nuit et je me presse pour retrouver le point de rendez-vous ne voulant pas m'attarder dans les rues désertes.

Une fois tous les bénévoles rassemblés, nous prenons un bus scolaire jusqu'à Lùjan, notre point de chute pour la nuit. Une heure de trajet, le temps d'observer par la fenêtre les différents paysages qui se succèdent : nous sortons de la petite ville de Temperley et empruntons une petite route goudronnée mais chaotique. Sur les bas côtés, des baraques de tôles et de brique ne sont que les prémices de ce qui nous attend à Lùjan le lendemain. Nous arrivons à l'école où nous allons dormir les deux prochaines nuits, il est déjà tard nous faisons rapidement les présentations et partons tous nous coucher. ²

2 : Trajet et situation géographique détaillés en annexes

Samedi 18 Mars 2017.

Réveil 6h, petit déjeuner et rendez-vous dans la cours de l'école pour les premières explications. 150 bénévoles répartis en douze groupes pour construire douze maisons, voilà un bel objectif. Les chefs d'équipe nous expliquent comment vont se dérouler les deux prochains jours.

Chaque groupe s'est vu attribuer une famille pour laquelle nous allons donner le meilleur de nous-même afin de finir la construction en deux jours. Cela promet d'être une belle expérience, cependant ils nous mettent en garde, nous arrivons dans un quartier de la ville où les gens vivent dans une pauvreté extrême, il n'y a pas d'accès au gaz, certains d'entre eux ne bénéficient ni de l'eau potable ni de l'électricité et cela peut être dur pour ceux qui vivent cette aventure pour la première fois. Le briefing terminé, départ sur les chantiers. Nous sortons de l'école et découvrons notre environnement pour ce weekend. La veille, il était impossible de distinguer le paysage alentour: de jour, des chemins de terre boueux inondés par la pluie des jours précédents, des baraques de briques pour les plus chanceux, de simples abris de tôles et de tissus pour d'autres. Sur « l'avenue principale » a été creusé un grand canal où s'amoncellent tous les déchets puisque ce territoire ne bénéficie évidemment pas de la collecte d'ordures de la ville.

Avec la cuadrilla (équipe) 10 dont je fais partie, nous allons travailler avec Maria et José, les parents de cinq enfants de 9, 7, 6, 2 et 1 ans. À sept, ils « vivent » dans un abri de 10m². Pas de fenêtre, deux ouvertures en guise de portes seulement protégées par des rideaux de tissus miteux. Maria nous accueille avec le fameux maté, José est au travail nous

ne le verrons que le lendemain. Une fois les présentations terminées et la première timidité passée, nous nous mettons au travail. Objectif de la journée : creuser les quinze trous de fondations, niveler le terrain, mettre en place les pieux de bois des fondations et poser les panneaux du plancher préfabriqué.

L'énergie qui nous anime tous est contagieuse, les enfants tout amusés de voir débarquer 13 jeunes en tenues de chantier jouent autour de nous et demandent à participer. Dévorés par la curiosité, ils nous submergent de questions: ils veulent savoir combien de bus il faut prendre pour aller d'Argentine en France ! L'ainée ne sait pas lire, elle ne sait pas quel jour nous sommes. Et pourtant les trois grandes sont inscrites à l'école : pour les parents, la scolarisation est la priorité absolue, leurs enfants éduqués auront une chance d'un avenir meilleur que le leur. Le quotidien est à l'image du quartier, chaotique. Maria nous explique que lorsqu'il pleut, la maison et les rues sont inondées et les enfants doivent parfois marcher plus de quarante minutes pour se rendre à l'école, elles n'ont qu'une paire de chaussures et qu'elle redoute que ses enfants tombent malades. Et même si elles arrivent jusqu'à l'école, certains professeurs n'ont pas pu venir à cause de la météo et elles doivent refaire tout ce chemin pour retourner à la maison, aider leur mère à surélever les meubles pour préserver les affaires qui peuvent être sauvées et s'occuper des plus petits. Le soir la famille se couche, entassée avec moins d'1m² chacun, inquiète de devoir tout recommencer le lendemain matin.

Alors aujourd'hui c'est l'occasion de sortir un peu de ce quotidien, ils ne possèdent que peu de choses mais veulent tout nous faire partager, chacun aide avec ce qu'il sait et le

soir mission accomplie, le plancher est posé, Maria émue et les enfants enchantés par cette folle journée. Notre petite équipe repart direction l'école et c'est le moment pour nous d'échanger nos impressions. Heureux d'avoir rempli notre mission, nous restons tout de même "choqués" devant les conditions de vie de cette famille et celles de leurs voisins.

Dimanche 18 Mars 2017

Réveil à 6h, petit topo sur les objectifs de la journée et nous voilà repartis sur le chantier. En arrivant nous ne perdons pas de temps, en 2h les panneaux préfabriqués des murs sont posés, nous attaquons la découpe de la charpente pendant que d'autres posent les fenêtres, ça commence à prendre forme. Maria et José s'occupent de la peinture extérieure pendant que cinq d'entre nous posent l'isolation et la "chapa" du toit. A 17h30 tout est terminé, nous laissons un peu d'intimité à la famille qui s'apprête à découvrir sa nouvelle maison. Car si pour nous il s'agissait de donner quelques heures de notre temps pour aider cette famille en difficulté, pour eux c'est une nouvelle étape de leur vie dans le quartier qui commence.³

3: Détails et photographies du projet en annexes

note au lecteur: ce récit rend compte de mon expérience d'un point de vue évidemment subjectif (il me paraît impossible de faire abstraction de l'affectif dans de telles situations). Cependant, il ne s'agit en aucun cas de tomber dans un registre « pathétique », il s'agit des vraies conditions de vie de ces familles telles que nous pouvons les voir ou qu'elles nous ont été rapportées par les habitants du quartier.

Urbanisation : de l'exclusion à l'intégration

Cette forme d'habitat spontané apparaît comme un révélateur des problèmes socio-économiques de la capitale, et donc, les asentamientos par leur situation géographique en retrait du reste de la ville, constituent un réel marqueur spatio-temporel de ses dysfonctionnements.

Particulièrement dans les pays du tiers-monde heurtés par le processus de mondialisation qui exacerbe les inégalités, ces dysfonctionnements peuvent être perçus comme l'illustration des différentes crises successives absorbées par la ville dans le temps.

Organisés comme des lotissements aux structures semblables à celles connues dans l'organisation de la ville formelle, il s'agit bien là de territoires d'exclusion, témoins des crises socio-économiques aussi bien à l'échelle de la ville que du pays tout entier. Face à ce phénomène, deux attitudes se distinguent : l'éradication de ces quartiers ou leur enracinement, bien que plus récemment de nouvelles alternatives aient vu le jour.

Éradication d'une urbanisation non-planifiée

Les interventions visant à éradiquer les asentamientos sont de deux types . Le premier, María Cristina Cravino le définit comme le "*déracinement des populations sans proposition alternative de relogement, synonyme d'évictions compulsives et violentes*"². Dans ce cas, les habitants sont considérés comme des « sujets violents », des délinquants inadaptés à la ville. Cette attitude est caractéristique des années 70, lorsque l'Argentine était encore sous le joug de la dictature militaire.

2: María Cristina CRAVINO, op. cit.

« *Estas tierras son nuestras, porque las defendimos cuando muchos de los actuales funcionarios políticos de turno estaban 'debajo de la cama' y otros colaboraban con la dictadura militar* »³

Salvador Herrera

Le deuxième type d'action est mis en place dans les années 80 avec le retour de la démocratie. Il propose le déplacement des populations des asentamientos vers des ensembles d'habitations « *llave a mano* » (clé en main). À cette période, les quartiers d'habitat spontané comme les asentamientos fleurissent en masse autour de la capitale, présentant une urbanisation non-planifiée totalement hors du contrôle des gouvernements. Pour les autorités, il s'agit donc de reprendre l'ascendant sur ce phénomène, de le solutionner tout en garantissant aux habitants le droit élémentaire à un logement digne, bien que très sommaire. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une éradication totale dans le sens où il existe des propositions de relogement, à aucun moment les habitants ne sont consultés et n'ont le choix quant à la localisation de leur futur habitat.

3 : « Ces terres sont les nôtres, nous les avons défendues lorsque la plupart des hommes politiques étaient occupés à ne rien faire et d'autres collaboraient avec la dictature militaire » Salvador Herrera dans un entretien avec María Cristina Cravino, op. cit., 24 mars 2006 - Traduction de l'auteur

Enracinement : ébauche d'intégration ou facteur aggravant de l'exclusion ?

L'attitude des pouvoirs publics vis-à-vis de toutes ces formes d'urbanisation spontanée évolue depuis la fin des années 80 vers la reconnaissance de ces quartiers informels. Cette tendance apparaît plus tardivement et vise au maintien des asentamientos existants sur les terrains où ils se sont initialement établis, sans expulsion ni relocalisation des familles.

D'abord connues sous le nom de « politiques alternatives », en opposition aux pratiques violentes d'expulsions systématiques, elles devaient palier à l'incapacité des gouvernements à proposer des solutions viables au paradigme de la « ville panifiée » et au déficit de logement croissant dans toute l'Amérique Latine à cette époque.

Face aux critiques des réponses institutionnelles, aussi bien libérales que socialistes, naît un nouveau courant de pensées qu'Alain Durand Lasserre qualifie de « *réformiste – qui propose et parfois impose une redéfinition du rôle et de la légitimité des divers acteurs urbains* »⁴.

Effectivement, si l'on considère que l'Etat a jusqu'ici échoué à proposer des réponses pertinentes en matière de logement destiné aux plus démunis, la question se pose de savoir « *que faire, alors, sinon faire avec [ces quartiers d'habitat informel]* »⁵. Dans un contexte général où la crise apparaît comme un phénomène structurel de longue durée, les formes irrégulières de logement populaire apparaissent donc comme la solution la mieux adaptée aux conditions socio-économiques de la majorité des citoyens du Tiers Monde.

4 : Alain DURAND LASSERRE, op. cit. p.1201

5 : Ibid

Cette réflexion naît de la rencontre entre deux logiques et visions distinctes : celle de ces occupants spontanés qui veulent passer d'un statut précaire à celui de citoyen installé, et celle des collectivités locales et des États qui n'ont plus les moyens de planifier l'urbanisme.

Les villas et asentamientos deviennent alors des lieux de rencontres paradoxales qui renforcent l'économie formelle tout en permettant un meilleur contrôle de la fabrication de la ville par les autorités qui cherchent dans le même temps à prouver que l'inventivité et le contrôle sont toujours aux mains du pouvoir.

Cette attitude se traduit notamment par la mise en œuvre de démarches de régularisation foncière ou d'autres actions visant à légitimer l'utilisation des sols ainsi que la reconnaissance officielle de leur occupation par une population donnée.

C'est dans ce contexte qu'est né, à Buenos Aires à la fin des années 1990 le « Programa de Mejoramiento de Barrios » (PROMEBA) qui propose l'aménagement des asentamientos par la mise en place d'infrastructures de services, l'aménagement d'espaces publics ainsi que la construction d'équipements sanitaires dans les quartiers et l'amélioration des conditions de vie de ses habitants par la mise en place de programmes sociaux et de projets pour l'emploi. Cependant, et particulièrement dans le cas de Buenos Aires, ces projets relèvent plus du « maquillage urbain » que d'un véritable changement structurel. On repeint les façades, on aménage les alentours sans vraiment affronter le problème du logement ni des conditions de vie des gens qui y habitent.

Et si, au lieu de l'atténuer, l'intervention des pouvoirs publics était en réalité un facteur aggravant de l'exclusion ? En effet, l'intervention des pouvoirs publics, qu'ils interviennent directement en tant qu'acteur promoteur ou indirectement par le biais de financements, vise à prendre en charge une partie de la demande que le secteur privé ne peut pas satisfaire. Mais « programmes de logements » ne signifie pas obligatoirement « programmes de logements sociaux », et c'est là que réside l'ambiguïté.

Dans un premier temps, dans le contexte de crise des années 80, les pouvoirs publics ne disposent que de moyens financiers très réduits à allouer à la question du logement des pauvres. Le désengagement de l'Etat laisse les municipalités seules en charge de cette problématique et ces dernières vont orienter leurs efforts en faveur des populations dont la solvabilité est assurée.

Les programmes sont donc en grande partie destinés à des classes moyennes, et dans les faits, accessibles seulement aux classes moyennes supérieures. Dans un second temps, bien que des opérations de réhabilitation et de restauration de l'habitat existant aient été enclenchées, leur impact reste minimal et les principaux intéressés, les habitants de ces quartiers, ne sont toujours pas consultés. Les négociations ne se jouent qu'entre les différents acteurs privés et publics qui, placés en position dominante, œuvrent à la consolidation de la ville formelle, à la planification d'infrastructures et à l'instauration de schémas directeurs qui ne font qu'aggraver la ségrégation spatiale dans la capitale et ses conurbations.

Vingt ans plus tard, en 2001 on recense alors 50% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté⁶ et une grande partie de la population urbaine se voit contrainte de quitter le cœur de la capitale pour aller s'installer dans les couronnes extérieures de la ville, faute de ressources suffisantes.

Loin de ralentir, avec la crise qui touche l'Argentine en 2001, on assiste à une accélération extrême du phénomène de paupérisation de la population porteña. La pauvreté concerne toutes les strates sociales, mais plus particulièrement les classes moyennes frappées de plein fouet par l'inflation. Les pauvres sont rejetés en périphérie, la ségrégation spatiale s'aggrave. Aujourd'hui, et malgré les actions mises en œuvre par les différentes institutions, la tendance ne s'est pas inversée, et on recense encore plus de 286.000 personnes réparties dans les 56 asentamientos de la capitale⁷. Seules 4% d'entre elles bénéficieraient du raccord au gaz, 7% d'une connexion régulière au réseau d'eau potable, et seulement 28% aurait accès aux réseaux d'évacuation et égouts.⁷

6 : Selon une étude réalisée par l'ONG Techo, juillet 2012. Disponible sur : <https://www.techo.org/> (consulté pour la dernière fois le 02.09.2017)

7 : Ibid

Les questions urbaines, économiques, politiques et sociétales qui animent les rapports entre la ville formelle et celle informelle des villas et asentamientos restent donc, même aujourd'hui, très ambiguës. De l'éradication totale à l'intégration, l'acceptation ne peut être que partielle dans un monde pensé sur des logiques capitalistes de rendement maximum. Les inégalités croissantes, phénomène accéléré par la mondialisation généralisée, entre très riches et très pauvre semblent former une barrière infranchissable pour la reconnaissance de cette forme urbaine spontanée.

Et pourtant, ne s'agit-il pas de reconnaître que, malgré toutes les conditions adverses, des villas et asentamientos, et du bidonville au sens large du terme, émerge une unité, une cohérence, et qu'ils nous parlent des conditions architecturales et urbaines contemporaines ou du moins de la nécessité de se réinventer ?

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Perspectives

“Il faut considérer que le bidonville présente des problèmes, mais qu’il n’est pas lui-même un problème, mais plutôt un programme. Il fournit un programme, pour le développement de quartiers futurs.”¹

Nicolas REEVES

¹ : Nicolas REEVES in Jean-Nicolas ORHON - *Slums : Cities of tomorrow* - [film documentaire], distribué par les films Camera Oscura et les films de 3 Mars – 2015

Pour terminer, j'aimerais proposer quelques visions encourageantes pour ce que nous appelons « l'avenir du bidonville ». Si jusqu'à maintenant la majorité des engagements se sont soldés par des échecs, ou du moins ne semblent avoir eu qu'un impact limité, il existe pourtant des initiatives prometteuses. Aux quatre coins du monde, des gens se mobilisent pour la reconnaissance de ces communautés porteuses de perspectives d'avenir.

Dans son film documentaire « *Slums : cities of tomorrow* ²», Jean-Nicolas Orhon propose un tour d'horizon d'alternatives engagées par ces communautés de squatteurs en Inde, au Québec, au Maroc et aux Etats-Unis dans le New Jersey. Plongés dans le quotidien de ces différentes communautés, on discerne des organisations et des modes de sociabilité propres à chacune d'elles.

À *Tent City* (Lakewood, New Jersey), les gens sont arrivés contraints ou par choix, et forment aujourd'hui une communauté soudée. Des espaces d'échange pour créer du lien social : une chapelle où tous les dimanches les habitants vont écouter la messe, des douches, une cuisine et une salle à manger commune où les voisins se retrouvent à l'heure des repas. A l'instar de n'importe quel autre quartier de la ville, ces « squatteurs » tentent d'aménager leur espace malgré la menace constante d'expulsion. Ils portent un soin particulier à l'aménagement de leurs tentes qu'ils appellent « maison ». Angelo Villanueva, résident de Tent City confie :

2 : Ibid

« Quand je suis arrivé ici, il n'y avait pas tant de gens. Je me suis choisi un bout de terrain, mon terrain où je pouvais planter ma tente puis, comme les pionniers l'ont fait avant nous, on s'est établis, et c'est comme ça que ça a commencé.

*Alors, au fil des semaines et des mois, tu t'installes un peu mieux, cette place devient plus confortable, jusqu'à ce que ça devienne ta maison. »*³

et plus loin :

*« Dans ce genre d'ambiance, ça te donne envie d'améliorer ton sort. Ça donne de l'espoir et de la confiance en soi. On bâtit quelque chose. On a une fierté. [...] même si c'est temporaire, ça te donne un sentiment d'appartenance. »*⁴

Ce sentiment d'appartenance est à l'origine d'une forme de sociabilité propre à ces communautés, celle de l'action collective comme gage d'amélioration des conditions de vie.

Dans nos sociétés contemporaines où le fantasme individuel l'emporte majoritairement sur l'effort collectif et le partage,

3 : Angelo Villanueva, résident de Tent City in Jean-Nicolas ORHON - *Slums : Cities of tomorrow* -, op. cit.

4: Ibid

n'avons- nous pas des enseignements à tirer de ces communautés ? Si l'on considère que le phénomène de paupérisation va continuer à s'accélérer dans les années à venir, que la croissance démographique et l'amenuisement des ressources sont des contraintes avec lesquelles nous devons impérativement composer, le bidonville pourrait bien constituer une réponse.

« Le plan de chaque bidonville est unique, et chaque bidonville est un exemple de ce qu'on pourrait appeler « une machine à vivre ensemble ». C'est justement toutes ces stratégies qui permettent à des êtres humains, très nombreux, de vivre ensembles sur des territoires très restreints, avec des ressources de plus en plus limitées. »⁵

Nicolas REEVES

La densification extrême, la mixité et le manque de ressources sont des problématiques auxquelles ces formes urbaines proposent déjà des réponses. S'il s'agit bien là de contraintes qui leur sont imposées, elles ont pourtant su s'en affranchir pour recréer des environnements propices à l'épanouissement de la vie sociale.

Dans la réserve de Kitcisakik au Québec, l'architecte Guillaume Lésvesque travaille en collaboration directe avec les habitants⁶.

5 : Nicolas REEVES, op. cit.

6 : Détails du projet disponibles sur : <http://guillaumelevesque.com/portfolio-posts/projet-kitcisakik/>

En 2011, dans le cadre d'une opération d'Architectes sans frontières, il monte un programme qui propose aux communautés de la réserve de participer à la construction de leur propre maison. Appliquant des principes d'autoconstruction et d'entraide déjà en oeuvre dans le quartier, chacun participe à l'amélioration de son environnement et de celui de son voisin. C'est également une opportunité d'acquérir des compétences en tant que charpentier - menuisier, validées par l'association Architectes sans frontière et reconnues sur le marché du travail.

C'est donc par l'association des communautés aux processus de restauration et de réhabilitation que leur intégration au reste de la ville devient possible.

En Amérique du Sud, Alejandro Aravena a été un précurseur de l'architecture collaborative. En 2003, à Iquique (Chili), dans le cadre d'un programme gouvernemental de construction de logements sociaux, il propose une approche pragmatique pour réduire les coûts au maximum. L'architecture comme valeur ajoutée, non comme un coût supplémentaire.

Sa proposition, bâtir des « demi-maisons ». Cuisine, salle de bain, mur mitoyen : bâtir ce que les familles modestes ne peuvent construire seules, les habitants n'ont plus qu'à s'occuper des finitions et des pièces supplémentaires dans les vides réservés à cet effet, quand ils le veulent et en fonction de leurs revenus.



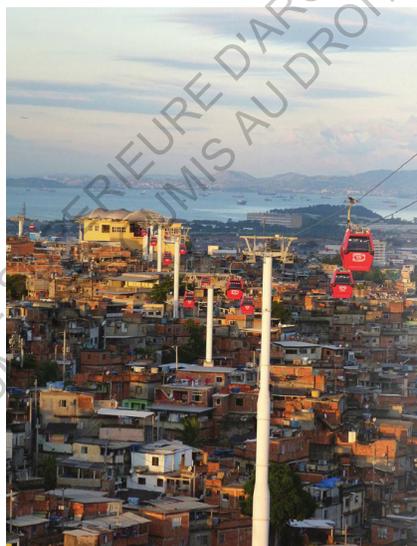
(p) Les demi-maisons de Alejandro Aravena et son agence ELEMENTAL

Il préconise également de construire ces « demi-maisons » dans les centres ville. En totale opposition avec les solutions d'éloignement le plus souvent retenues, avec des budgets presque anecdotiques. Sa vision tient compte du fait que, dans les centres, ces populations ont plus facilement accès au travail, aux soins, à l'éducation, etc.

Il renie l'architecture spectaculaire pensés sur écrans dans les bureaux d'études et préconise le développement d'une architecture sociale, engagée et avant tout pragmatique ; l'association des habitants comme préambule à tout projet.

Cette démarche, les gouvernements commencent eux aussi à l'assimiler. Faute de pouvoir les évincer, ils mettent en place des programmes de réhabilitation de ces espaces en mettant à leur disposition des services permettant de mieux les relier au reste de la ville.

Au Brésil, à Rio de Janeiro, le projet « Teleférico do Complexo do Alemão » voit le jour en 2011. Il s'agit d'une ligne de téléphérique de 3,5km, reliant les sept collines où s'est installée la favela au reste de la ville. Les habitants sont consultés, intégrés dans l'élaboration du projet. Autour des différents arrêts du téléphériques sont construites des infrastructures sanitaires, médicales et culturelles pour favoriser le lien social et l'entraide entre les habitants. L'objectif annoncé est d'en finir avec la violence de ces quartiers en mettant l'accent sur une série de programmes sociaux et urbanistiques, plutôt que sur la seule répression.



(q) Projet « Teleférico do Complexo do Alemão »
Rio de Janeiro, Brésil

Autour du monde, de nombreuses initiatives du même genre voient le jour. Les démarches participatives ont fait leurs preuves et s'affirment de plus en plus comme le seul moyen de réduire la fracture sociale, de rendre la ville à ses habitants.

Les débats et réflexions autour de l'informalité de la ville sont donc multiples. Si cette représentation nouvelle nous dérange, c'est aussi parce qu'elle met à mal les représentations que nous avons de notre monde contemporain. Dans un contexte où les inégalités et la précarité sont maintenant caractéristiques de notre société, il s'agirait de trouver des solutions, de nouvelles manières d'inventer le monde de demain. Répondre à l'urgence par l'urgence, est-ce vraiment la solution ? Ne faut-il pas maintenant trouver des réponses qui nous permettent d'envisager un avenir meilleur sur le long terme ? Comment appréhender la problématique du logement des plus démunis à l'ère de la surpopulation ?

Plus que jamais, nous devons trouver des solutions à ces questions. Il ne s'agit plus de savoir « si » mais « quand » nos sociétés contemporaines arriveront à bout des ressources disponibles de la planète. Nous n'avons plus le choix, nos modes de vie doivent changer et s'adapter aux mutations d'un monde en constante évolution.

A travers les exemples de la Villa 31 et des asentamientos de Buenos Aires, nous avons vu que de ces quartiers d'habitat spontané émergent une cohérence, une organisation et une énergie qui leur permettent de faire des contraintes qui leur sont pourtant imposées un moteur d'émancipation et d'inventivité. Ces populations, dont les savoirs circulent de génération en génération, sont capables de créer des villes entières à partir de presque rien sur des temps très courts, par la simple mise en commun des savoir-faire. Car l'espoir, en effet, est du côté de « la montée de la conscience collective ». ⁷

Densité, mixité et adaptabilité sont des composantes inhérentes aux quartiers d'habitat informel et des enjeux auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés. Les processus d'autoconstruction, d'économie et d'écologie qui y sont développés ne sont-ils pas des notions indispensables à la production de la ville de demain ?

En ce sens, bien qu'issu de la nécessité, le bidonville n'est-il pas le « programme » pour la ville du XXI^{ème} siècle ?

7 : Noël CANNAT - *Prélude à l'inversion de l'empire, pour un tissu social vivant* - Paris, Editions l'Harmattan, 2003

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Table des matières

Remerciements	5
Introduction	7
Préambule	9
État des lieux	10
Définitions : slums & bidonvilles	14
Étymologie	16
Le bidonville en représentation	19
Entrée en matière, contexte général	21
Le bidonville, espace maudit du monde urbain	27
Le bidonville dans les années 1950 – 1970 : symbole de révolution contre l'aliénation de la culture et de l'architecture comme produits du monde moderne capitaliste	31
<i>La naissance des premières pratiques anti-autoritaires</i>	
<i>Se réapproprier l'habitat</i>	
<i>« Bricolage » et « Braconnage culturel », subversion et/ou réappropriation d'une culture dominante</i>	
<i>De l'utopie à l'élaboration d'une ville nouvelle, « L'architecture de survie » de Yona Friedman</i>	
Le tournant des années 1980 : intégrer pour mieux régner?	47
<i>Exacerbation des logiques excluantes de la ville</i>	
<i>Prise de conscience et premières tentatives d'intégration</i>	
<i>La question de l'engagement moral de l'architecture Valeur éthique ou nouvelle tentative d'asservissement ?</i>	

Learning from Buenos Aires	59
Histoire urbaine de Buenos Aires , naissance des premières inégalités	61
<i>Dichotomie centre – périphéries</i>	
<i>Un clivage urbaine et politique : CABA - AMBA</i>	
<i>Lexique</i>	
Villa 31 et 31bis, le bidonville le plus cher d'Argentine.....	69
<i>Récit</i>	
<i>Un projet, des politiques contrastées</i>	
<i>Développement d'un secteur informel du bâtiment, un processus en deux temps</i>	
<i>L'action collective contre la menace de l'expulsion</i>	
D'informel à formel, ou de formel à informel ?	91
<i>Organisation spatiale d'un urbanisme informel</i>	
<i>Caractéristiques de la ville informelle</i>	
Asentamientos irregulares	105
<i>Recherche - Action</i>	
<i>Urbanisation : de l'exclusion à l'intégration</i>	
Perspectives	121
Conclusion	128
Table des matières	132
Médiagraphie	135
Annexes	143

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Médiagraphie

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

OUVRAGES et ARTICLES

BENJAMIN Walter - *Paris, capitale du XIXe siècle Œuvres III* - (trad. Maurice de Gandillac, Rainer Rochlitz et Pierre Rusch), Paris, Editions Gallimard, 2000.

BLAUSTEIN Eduardo - *Prohibido Vivir aqui – Una historia de los planes de la erradicacion de villas de la ultima dictatura para la Comision Municipal de la Vivienda (CMV)* - GCBA, 2001

CANNAT Noël - *Prélude à l'inversion de l'empire, pour un tissu social vivant* - Paris, Editions l'Harmattan, 2003.

CANNAT Noël - *Sous les bidons, la ville - De Manille à Mexico, à travers les bidonvilles de l'espoir* - Paris, Editions l'Harmattan, 1988.

CARVINO Maria Cristina (CONICET / ICO-UNGS) in - *Urbanización de villas y asentamientos en Buenos Aires - Colección es nuestra la ciudad n° 3* - [en ligne] publié par l'ACIJ (Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia) in "Villas e Integración Urbana", 2016.

Disponible sur : <http://acij.org.ar/urbanizacion-de-villas-y-asentamientos-de-buenos-aires/>

CHAUHAN Akhtar - *Learning from slums* - in Prof. Peter Schreibmayer et Johann Grabner *Minimal Space-Minimal Housing*, Technische Universitaet Graz, 1996.

CLARKE Phoebe - *Contre l'architecture en série - critique, utopie et auto-construction* - [en ligne] in Revue Proteus n°9, Simon Lefebvre et Gary Dejean (coord.), Cahiers des théories de l'art, septembre 2015

CLARKE Phoebe - *Une esthétique des bidonvilles: dévoilement et dissimulation artistique.* - Art et histoire de l'art. 2014.

Disponible sur : <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01109920>

DAVIS Mike, - *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global-* Paris, Editions La Découverte, 2006.

DE CERTEAU Michel - *L'invention du quotidien, t. 1. arts de faire* - Paris, Editions Gallimard, 1990.

FASSIN Éric, - *Roms et riverains. Une politique municipale de la race* - Paris, Editions La Fabrique, 2014.

FRIEDMAN Yona - *L'Architecture de survie, une philosophie de la pauvreté* - Paris, Editions de l'Eclat, 1978.

HANAPPE Cyrille in - *Il faut évacuer Montcuq ! - Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir. - Sur l'art municipal de détruire un bidonville* - textes réunis et présentés par Sébastien Thiery, Post-Editions, 2014.

HAYS Michael - *Space, Knowledge and Power, Michel Foucault (interview with Paul Rabinow)* - in *Architectural theory since 1968*, Cambridge MIT Press, 1998.

HUNDERTWASSER Friedensreich - *Manifeste de la moisissure contre le rationalisme en architecture* - discours tenu en 1958 par Hundertwasser dans l'abbaye de Seckau.

KEELING David - *Buenos Aires: Global Dreams, Local Crises* - Editions John Wiley & Sons, 1996.

LA CECLA Franco - *Contre l'Architecture* - (trad. de l'italien par Ida Marsiglio), Paris, Editions Arléa, 2010.

LE CORBUSIER - *Charte d'Athènes* - Paris, Editions de Minuit, 1941.

LEFEBVRE Henri - *Le droit à la ville* - Paris, Editions Economica, 2009. (Parution originale aux Editions Anthropos, 1968.)

LÉVI-STRAUSS Claude - *La pensée sauvage* - Paris, Editions Plon, 1962.

LEXTRAIT Fabrice et ROBERT Jean-Paul - *Deux ans après, dans L'urgence permanente - Compte-rendu des Rencontres Internationales de Venise et Marseille* - Marseille, Galerie Navarra, Galerie Patrick Seguin, 2002.

LUTZ Wolfgang, SANDERSON Warren, and SCHERBOV Sergei - *Doubling of World Population Unlikely* - Nature 387, 19 June 1997

McAUSLAN Patrick - *Les mals logés du tiers-monde* - Paris, Editions l'Harmattan, Collection Villes et Entreprises, 1986.

MUMFORD Lewis, - *La cité à travers l'histoire* - (trad. Guy et Gérard Durand), Paris, Editions Le Seuil, 1961.

ORHON Jean-Nicolas - *Slums : Cities of tomorrow* - [film documentaire], distribué par les films Camera Oscura et les films de 3 Mars - 2015.

REBOTIER Julien - *Les territorialités du risque urbain à Caracas. Les implications d'un construit socio-spatial dans une métropole d'Amérique latine.* - Géographie. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2008.

Disponible sur : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00355850>

ROCHFORT Michel (coord.) - Revue Tiers-Monde - *Le logement des pauvres dans les grandes villes du Tiers Monde* - Tome XXIX, n°116 Octobre-Décembre 1988 - publié par l'Institut d'étude du développement économique et social de l'Université de Paris I.

RUDOSKY Bernard - *Architecture Without Architects - A Short Introduction to Non-Pedigreed Architecture* - originally published by the Museum of Modern Art, New-York, 1964.

Disponible en ligne sur : https://monoskop.org/images/d/d3/Rudofsky_Bernard_Architecture_Without_Architects_A_Short_Introduction_to_Non-Pedigreed_Architecture.pdf

SAYAD Abdelmalek, avec la collaboration de Eliane DUPUY - *Un Nanterre algérien, terre de bidonville* - Paris, Editions Autrement, 1995.

SMITH Ben and LEWIS Meghan - *Infill city: Mumbai* - [en ligne] Yale School of Architecture, September 2012.

Disponible sur : <https://architecture.yale.edu/gallery/infill-city-mumbai>

SMEDLEY Tim, - *Sustainable urban design: lessons to be taken from slums* - [en ligne] The guardian, 5 Juin 2013.

Disponible sur : <http://www.theguardian.com/sustainable-business/sustainable-design-lessons-from-slums>

TOPALOV Christian, BRESCIANI Stella, COUDROY DE LILLE Laurent et RIVIÈRE D'ARC Hélène - *L'aventure des mots de la ville. à travers le temps, les langues, les sociétés* - São Paulo, Editions Romano Guerra, 2014.

SITES INTERNET

<https://www.un.org/development/desa/fr/>

<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/macrocephalie>

https://www.clarin.com/ciudades/terminal-retiro_0_S12vekPiZ.html

<https://www.techo.org/>

<http://www.tlps.com.ar/>

<http://www.buenosaires.gob.ar/>

<http://www.rj.gov.br/>

https://www.ted.com/talks/alejandro_aravena_my_architectural_philosophy_bring_the_community_into_the_process?language=fr

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

TABLE DES FIGURES

1^{ère} et 4^{ème} pages de couverture : BONFANTI MELE Carolina *Argentina's Darkest Corner: Slum or New Beginning ?* [en ligne] in Huffingtonpost, 2012

P. 22 : (a) LACOMBE Margot, d'après les définitions et les recherches de l'UN-Habitat, 2005.

P. 36 : (b) et c in RUDOSKY Bernard - *Architecture Without Architects - A Short Introduction to Non-Pedigreed Architecture* - [en ligne] originally published by the Museum of Modern Art, New-York, 1964. P. 27.

P. 37 : (d) et (e) National Geographic, in RUDOSKY Bernard - *Architecture Without Architects* -, op. cit. P. 22. et P. 23.

P. 71 : (f) Agence France-Presse (AFP), in *La falta de acceso a servicios básicos propicia la aparición del mosquito Aedes Aegypti en las barriadas de Buenos Aires*, [en ligne] disponible sur : <http://www.nueva-ciudad.com.ar/>

(g) CEPPI Ricardo , *Viviendas de Villa 31 incrustadas bajo la autopista*, disponible sur : <https://elpais.com>

P. 72 et 73 : (h) LACOMBE Margot, d'après les recherches du Taller Libre de Proyecto Social, Buenos Aires, 2011.

P. 82 et 83 : (i) FIGUEIREDO Janaína (Agencia O Globo) in *Do la Nación* [en ligne] disponible sur : <https://oglobo.globo.com>

P. 95 : (j) CEPPI Ricardo, op. cit

(k) non renseigné, [en ligne] disponible sur : <http://www.theartfabric.com/argentina.html>

P. 96 : (l) Ibid

(m) non renseigné [en ligne] disponible sur : <http://www.mundovilla.com/article.php?idArticle=2818>

P. 97 : (n) BONFANTI MELE Carolina *Argentina's Darkest Corner: Slum or New Beginning ?* [en ligne] in Huffingtonpost, 2012

(o) Lacombe Margot, photo personnelle, avril 2017.

P. 126 : (p) Cristóbal PALMA et Jalocho TADEUZ (ELEMENTAL) [en ligne] disponible sur : <http://www.elementalchile.cl/en/>

P. 127 : (q) non renseigné [en ligne] disponible sur : <http://www.jauregui.arq.br/teleferico.html>

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Annexes

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



— Frontière CABA / AMBA

▭ Villa 31 et 31bis

Situation géographique de la Villa 31 et 31bis



Villa 31 et 31bis

Gare de bus

Puerto Madero

Quartier d'affaires

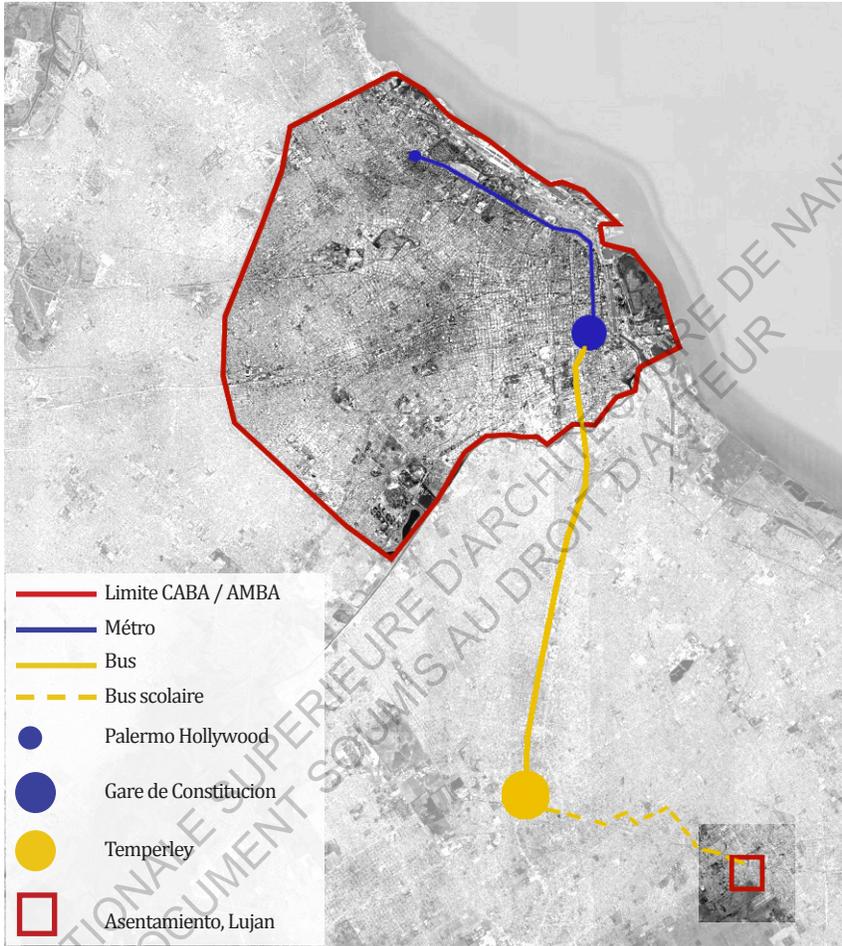
Gare de trains



Vue de la Villa 31 et 31bis depuis le terminal de bus,
photo personnelle, novembre 2016.



Vue de la Villa 31 et 31bis depuis le train, en arrivant en gare de Retiro
photo personnelle, novembre 2016.



Trajet depuis Palermo Hollywood jusqu'à l'asentamiento de Lujan.
Graphisme de l'auteur, février 2017.



Limite du territoire de l'asentamiento



Parcelle où nous sommes intervenus avec la cuadrilla 10



Vue de l'entrée de l'asentamiento, Lujan, AMBA.
Photographie personnelle, février 2017.



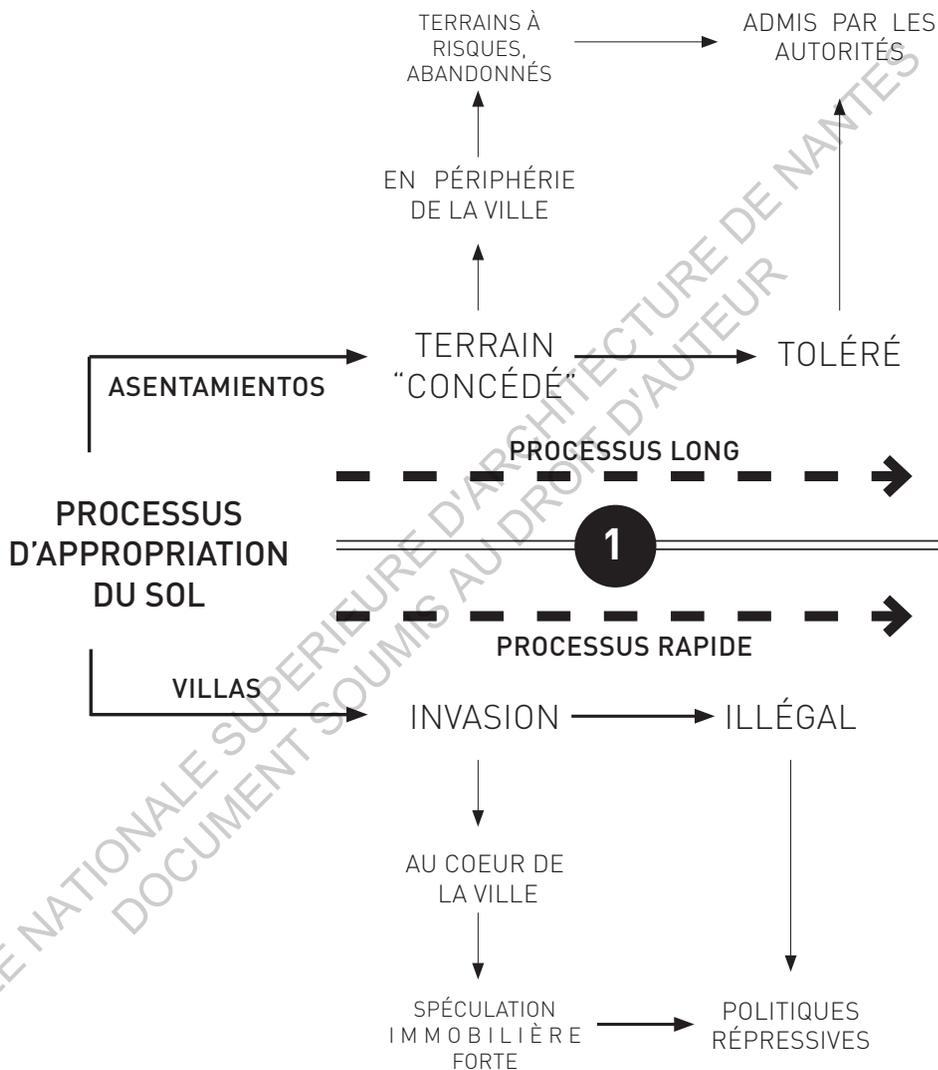
Vue d'une "rue" de l'asentamiento, Lujan, AMBA.
Photographie personnelle, février 2017.



La charette est le moyen de transport le plus utilisé sur les chemins de terre de l'asentamiento, Lujan, AMBA. Photographie personnelle, février 2017.



Bénévoles en train de déterrer les déchets enfouis depuis plusieurs années dans le jardin à l'arrière de la maison, Lujan, AMBA. Photographie personnelle, février 2017.



Processus d'établissement des communautés de squatteurs dans les villas et asentamientos de Buenos Aires. Graphisme de l'auteure, Buenos Aires, 2017.

CONSTRUCTION ET CONSOLIDATION DE L'HABITAT

ÉTABLISSEMENT D'UN PLAN GLOBAL POUR L'AMÉNAGEMENT DU QUARTIER, DÉCOUPAGE EN LOTS ET PARCELLES, TRACÉ DE RUES ET CHEMINS

2

CONSTRUCTION D'UNE PREMIÈRE BARAQUE, AUTOCONSTRUCTION TOTALE, MATÉRIAUX DE RÉCUPÉRATION, MAIN D'OEUVRE DOMESTIQUE

BARAQUE REVENDEUE AUX NOUVEAUX ARRIVANTS

EXTENSION HORIZONTALE

CONSTRUCTION D'UNE PREMIÈRE BARAQUE EN DUR (BRIQUE, CIMENT)

3

CONSTRUCTION D'UNE DEUXIÈME MAISON, PLUS SOLIDE (BRIQUE, BÉTON, FERRAILLE)

EXTENSION VERTICALE

CONSOLIDATION ET DENSIFICATION DE LA PREMIÈRE MAISON

4

ORGANISATION DES ESPACES LAISSÉS VACANTS PAR L'URBANISATION CHAOTIQUE. LES INTERSTICES DEVIENNENT ESPACES PUBLICS

Bidonville : programme pour la ville de demain ?

De la théorie à l'expérience à travers
les villas et asentamientos de Buenos Aires

Margot Lacombe

Mémoire Master - ensa Nantes

Sous la direction de Laurent Devisme

Année 2017 - 2018